



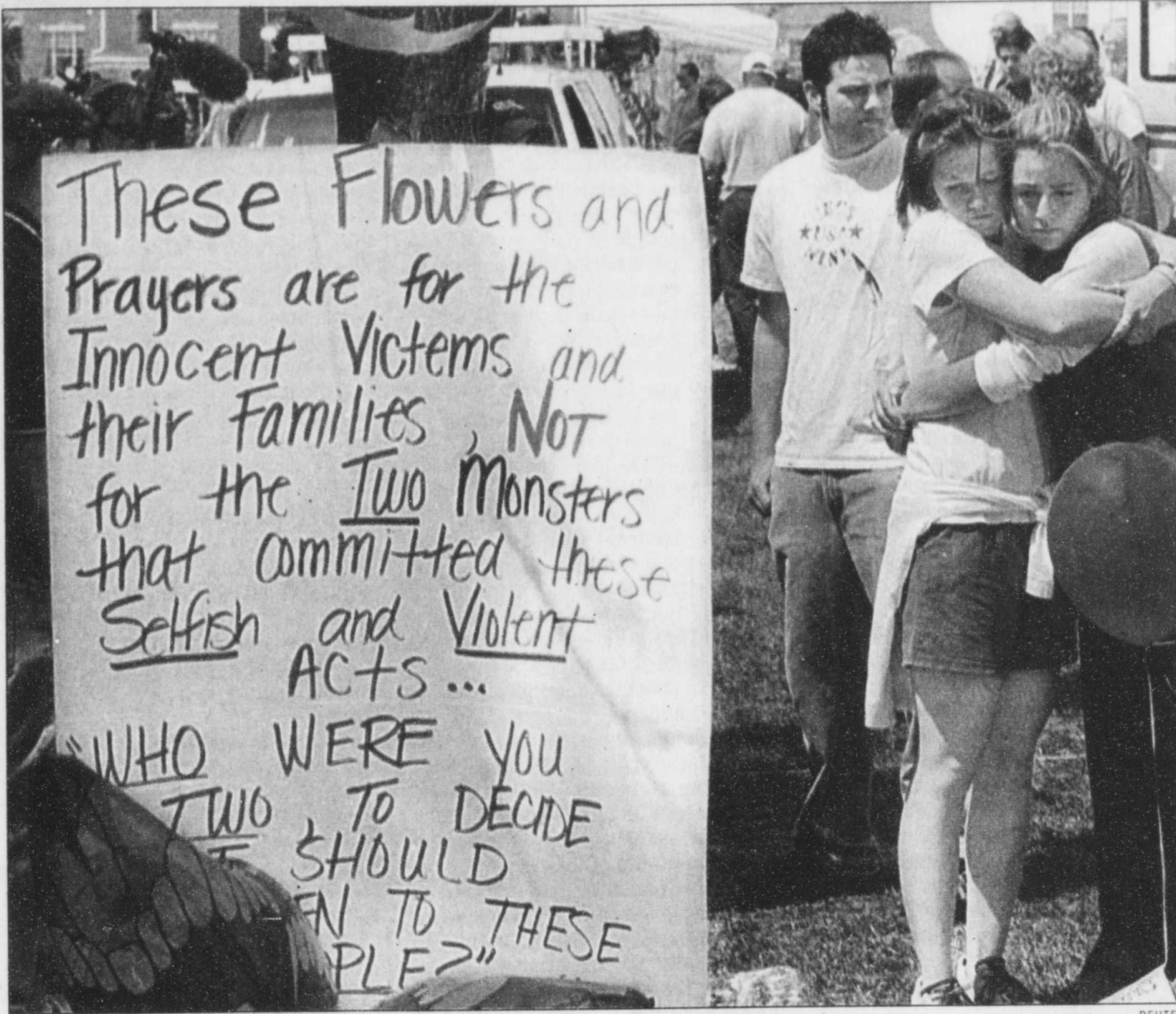
LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

LE SOLEIL

QUÉBEC, LE JEUDI 22 AVRIL 1999

www.lesoleil.com

LA TRAGÉDIE DE LITTLETON



Sarah Fisicaro et Katie Teitsworth, deux élèves de Columbine, se réconfortent devant un mémorial dressé dans un parc de Littleton.



Les auteurs de la tuerie, Dylan Klebold, 17 ans (à gauche) et Eric Harris, 18 ans, se sont apparemment donné la mort.

Fleurs, pleurs et incrédulité

Le débat sur les armes à feu reprend de plus belle

■ LITTLETON, Colorado (d'après AFP et AP) — Des fleurs, des pleurs et une immense incrédulité : la petite ville de Littleton, près de Denver, au Colorado, est sous le choc, après le massacre qui a finalement fait 15 morts à l'école Columbine, perpétré par deux élèves qui se sont apparemment donné la mort.

Quelque 2000 personnes ont participé hier soir dans le centre de Denver à une veillée oecuménique de prières.

En présence du maire de la ville Wellington Webb, plusieurs intervenants ont dénoncé l'accès trop facile des enfants aux armes à feu.

Plusieurs participants arboraient des panneaux hostiles à la NRA (National rifle association), la puissante association nationale des armes à feu, qui a d'ailleurs annulé sa convention nationale prévue début mai à Denver, le maire Webb ayant jugé cette réunion « inappropriée » à la lumière du drame.

Les élus de l'État ont également abandonné un débat en cours sur un projet de loi qui aurait autorisé le port d'armes cachées dans le Colorado. Il pourra cependant être réexaminé l'an prochain.

Dans la soirée, les corps des 15 victimes du massacre ont été transférés du

collège à la morgue. Des artificiers ont passé les bâtiments au peigne fin. Près de 30 bombes artisanales ont été trouvées dans l'école et ses environs immédiats, dont l'une fixée à la voiture d'un des attaquants et une autre qui a explosé mardi soir.

Toute la journée hier, des milliers de personnes ont défilé aux abords immédiats de l'institution pour y apporter des fleurs, des poèmes et du réconfort aux écoliers traumatisés.

Voir BOMBES en A 2 >

AUTRES TEXTES

- Bâtir des valeurs Page A 3
- Violence culturelle Page A 3
- Tout est arrêté Page A 3
- La télé serbe accuse Clinton Page A 15
- Tueurs remplis de haine Page C 1
- Pas de remède miracle Page C 1

«On ne vit pas dans un monde d'armes, ici»

Le personnel des écoles québécoises semble plus perturbé que les élèves

BRIGITTE BRETON
Le Soleil

QUÉBEC — Le personnel des écoles québécoises semblait hier plus perturbé que leurs élèves par la tuerie survenue au Colorado. « On ne vit pas dans un monde d'armes ici et il n'y a pas non plus de gang fermé », lance Mélanie, de l'école secondaire La Courville, à Beauport, qui comme ses amis, ne croit pas qu'un tel saccage pourrait se produire au Québec.

La directrice de La Courville, Paulyne Rodrigue, a cru bon hier matin de faire observer une minute de silence en mémoire des innocentes victimes de Littleton. Mais là comme dans d'autres écoles de l'agglomération de Québec, les directions d'école n'ont pas eu hier à gérer une crise à cause de événements sordides survenus chez nos voisins américains.

« Si nos élèves de secondaires IV et V en parlent, les plus jeunes ne sont pas au courant », rapporte M^{me} Rodrigue. « Il

Voir ARMES en A 2 >



Mélanie



Mathieu



Serge Bolduc

Pierre Leclair sursaute encore

Le père d'une victime de Poly songe à écrire aux parents des jeunes disparus

ANNIE MORIN
Le Soleil

■ SAINTE-FOY — Dix ans après le drame de Polytechnique, qui lui a arraché brutalement sa fille aînée, le chef de police de Sainte-Foy, Pierre Leclair, sursaute chaque fois qu'un tireur fou abat d'innocentes victimes. Mardi n'a pas fait exception.

« Un événement comme celui-là, c'est absolument épouvantable. Pourtant, ça ne me surprend pas que ça continue d'arriver, surtout aux États-Unis », a-t-il confié au SOLEIL, hier, en faisant référence au massacre de 15 étudiants dans une école secondaire du Colorado, mardi.

Pour M. Leclair, le gros problème, c'est la prolifération des armes à feu. Plus il y a d'armes qui « traînent » dans une société, plus les citoyens sont tentés d'y recourir pour faire tomber les difficultés, croit-il.

Le chef de police lisait récemment d'interdire aux adolescents de posséder... plus de quatre armes à feu. Une aberration, selon lui. « Si les deux jeu-

Interdiction pour des ados de posséder plus de... quatre armes à feu



SCÈNES DE GUERRE À L'ÉCOLE

COLORADO
USA
DENVER
Littleton

1^{er} BIBLIOTHÈQUE étage

2 CAFÉTERIA

3 Lycéens et professeurs retranchés, dans des bureaux et des salles

4 Rez-de-chaussée

11h30 Les agresseurs pénètrent dans le lycée Columbine. Coups de feu et explosions

11h30 Dans la cafétéria, les agresseurs demandent à tout le monde de se lever. Menaces, coups de feu. Une dizaine de morts retrouvés plus tard.

12h35 Nouveaux coups de feu. Leurs voitures étaient piégées

15h30 Bibliothèque : les policiers trouvent plusieurs corps, parmi lesquels ceux des deux agresseurs, entourés d'engins explosifs

Source: AP/USA

Voir LECLAIR en A 2 >

LA MÉTÉO

Maximum 11, minimum 1

Nuageux, 40% d'averses. Demain: passages nuageux. Détails page C 2.

QUÉBEC, 103^e ANNÉE, N° 115

FLORIDE, 1,75 \$ US

MONTRÉAL, OTTAWA 70¢ PLUS TAXES

60¢ PLUS TAXES



6 27657 00074 2

Mont-Sainte-Anne

Encore du très beau ski!

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|-------------------------------|------------------|
| CAHIER A | |
| La Capitale..... | 3 à 9 |
| Le Québec et le Canada..... | 10 à 13 |
| Le Monde..... | 15 |
| CAHIER B | |
| Questions d'argent..... | 1 à 12 |
| Bourses..... | 4, 5, 6 et 8 |
| Opinions..... | 10 et 11 |
| CAHIER C | |
| Le Monde Magazine..... | 1 et 2 |
| Arts et spectacles..... | 3 à 10 |
| Votre agenda..... | 4 |
| Ce soir à la télé..... | 2 |
| annonces classées..... | 5 à 8 |
| Décès..... | 8 et 9 |
| CAHIER D SPORTS | |
| Maurice Dumas..... | 1 |
| André-A. Bellemare..... | 5 |
| Statistiques..... | 2 et 4 |
| Diversissements..... | 7 |
| SERVICES | |
| Abonnements..... | 686-3344 |
| 1-800-463-2362 | |
| annonces classées..... | 686-3311 |
| Carrières et Professions..... | 686-3270 |
| Internet..... | www.lesoleil.com |
| Promotion..... | 686-3342 |
| Publicité Détaillants..... | 686-3435 |
| Publicité générale..... | 686-3270 |
| Rédaction..... | 686-3394 |
| Renseignements..... | 686-3233 |

254
joursavant l'an
2000

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est produit par LE SOLEIL, division du Groupe UniMédia qui en est l'éditeur. Il est situé au 925, chemin Saint-Louis. Son adresse postale est: C.P. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6. Il est imprimé par Imprimerie Canada, au 5000, rue Hugues-Randoin, à Québec. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

NUMÉROS CHANCEUX

LA QUOTIDIENNE

tirage du 21-04-99

2-0-6

1-0-8-5

6/49

tirage du 21-04-99

13-20-22-32-39-43

(complémentaire)

5

EXTRA

230978

QUÉBEC 49

tirage du 21-04-99

8-10-26-31-32-44

(complémentaire)

24

BANCO

tirage du 21-04-99

8-9-11-15-18-19-22-26-33-34

39-42-46-48-50-52-64-66-69-70

RÉFLEXION

« Si l'éclat de mille soleils devait fendre le ciel, ce serait comme le Tout Puissant dans toute sa splendeur... Je suis devenu la Mort, fossoyeuse des mondes. »

(J. Robert Oppenheimer, citant les écrits hindous, lors de la première explosion d'une bombe atomique, le 16 juillet 1945.)

ARMES
Suicide

Suite de la Une

appartient donc aux enseignants d'en discuter avec leurs élèves si le besoin se manifeste. La même règle s'est appliquée à l'école Perreault, à Québec, aux Compagnons-de-Cartier, à Sainte-Foy, à la polyvalente de l'Ancienne-Lorette et à l'école secondaire Les Etchemins, à Charny.

« Les jeunes d'ici se sentent loin de ce qui est arrivé au Colorado. J'ai plus de boulot à faire lorsqu'un jeune de l'école se suicide », constate Serge Bolduc, psychologue à l'école La Courville. « Ce sont davantage les enseignants et le personnel des écoles qui se sentent interpellés. Si tu fais l'autorité, tu peux craindre les représailles ». La travailleuse sociale de l'école Perreault, Manon Boivin, a elle aussi observé que la tuerie du Colorado était plus présente hier dans la té-

« Les jeunes connaissent bien
la réalité de leur milieu
et ne craignent pas
un tel événement »

te des enseignants que dans celle des adolescents. « Les jeunes connaissent bien la réalité de leur milieu et ne craignent pas un tel événement ».

La directrice de La Courville admet que les enseignants ne se sentent pas à l'abri. « Lorsqu'on impose une mesure disciplinaire, on ignore toujours l'effet que cela peut produire. La violence n'atteint cependant pas au Québec le même degré qu'aux États-Unis ».

Pour les jeunes rencontrés à Beaufort, il est impossible d'être exposé à autant de violence dans une école québécoise. Et la tuerie de Polytechnique, à Montréal? Pour ces jeunes de 13 à 17 ans, c'est l'inconnu. « La violence est plus subtile au Québec. C'est une violence verbale », dit Nathalie Jourdan. « On voit des batailles deux fois par année et elles ne durent pas longtemps parce que le personnel intervient vite ». La polyvalente de l'Ancienne-Lorette a réalisé l'an dernier un sondage où il ressort clairement que la violence verbale est plus présente à l'école que la violence physique, relate la psychologue Louise Ducharme.

Les élèves de La Courville se disent en sécurité dans leur école. « Si tu viens pas à l'école, tu n'entres pas dans l'école, tu es même repoussé dès que tu mets le pied sur le terrain », ajoute Mathieu. Pour les adolescents, la tuerie est le geste de psychopathes et n'est pas représentative des jeunes d'aujourd'hui. Marie-Ève est toutefois affligée de voir que des jeunes de son âge aient pu tirer sur des innocents. La violence à la télé est montrée du doigt par certaines adolescentes. D'autres accusent les familles américaines de banaliser l'utilisation des armes. « Ce n'est pas le cas au Québec. Moi, le seul fusil que j'ai utilisé dans ma vie, c'est un fusil à pétards », confie Mélanie.

LECLAIR
Lettres réconfortantes

Suite de la Une

na avaient voulu faire la même chose avec un bâton de baseball, cette semaine, ils n'auraient pas tué 25 personnes », insiste-t-il.

C'est exactement pour prévenir ce genre de drames que le père de famille éploré a milité en faveur du resserrement de la loi C-68 sur le contrôle des armes à feu. Comme si, par là, la mort tragique de sa grande fille de 23 ans, tombée sous les balles de Marc Lépine le 6 décembre 1989, lui paraissait moins inutile.

Le « tâtillonnage » que certains détenteurs d'armes à feu ont érigé en système pour tenter de se soustraire à la loi, entrée en vigueur en décembre 1998, l'indispose. « Une arme, c'est fait pour tuer, rappelle-t-il. Ça m'apparaît tellement évident qu'on ne doit pas laisser ça entre les mains de n'importe qui. »

Et M. Leclair de rappeler sa triste expérience pour sensibiliser la population au sérieux de la démarche. En multipliant les obstacles pour l'acquisition d'une arme à feu, des meurtres gratuits pourraient être évités, martèle-t-il.

L'homme, d'une sérénité désarmante, ne veut pas rouvrir ses vieilles plaies. Mais la tuerie de Littleton a immédiatement rappelé à son souvenir ce 6 décembre où, alors policier à la Communauté urbaine de Montréal (CUM), il a lui-même découvert le corps inanimé de sa fille Maryse.

En regardant les bulletins télévisés, mardi, le policier a aussi pensé à ces 540 lettres d'encouragement qui sont parvenues au domicile de Leclair dans les semaines suivant le massacre de l'École polytechnique. Postées des quatre coins du monde, ces lettres ont été écrites par des gens soucieux d'apporter un peu de réconfort aux parents éplorés. « Je me souviens que ça nous avait beaucoup rassurés. On avait ressenti une solidarité humaine qu'on ne soupçonnait pas », a témoigné hier M. Leclair.



Pierre Leclair

Lui et son épouse se demandent depuis deux jours s'ils ne feront pas la même chose pour les parents des jeunes victimes de l'école secondaire de Littleton, au Colorado. Une seule fois, en 1996, ils ont pris la plume pour écrire aux familles des 16 bambins morts eux aussi sous les balles d'un tireur fou, à Dunblane, en Écosse. « Ça nous a fait du bien », se rappelle M. Leclair, prêt à répéter.

DES CONDITIONS
DIFFÉRENTES

Même s'il déplore la trop grande accessibilité des armes à feu tant au Canada qu'aux États-Unis, le chef de police de Sainte-Foy ne dresse aucun parallèle entre les courbes de violence et les cours d'écoles des deux pays. Les probabilités qu'une fusillade meurtrière se produise dans une école de la région de Québec sont extrêmement minces, selon lui, même si « personne n'est à l'abri de ça ». Question de culture et de rapports sociaux. Là-dessus, les représentants des corps policiers de toute la région s'entendent. Ils s'empressent également de mentionner que la situation à Montréal est beaucoup plus préoccupante qu'à Québec.

Dans la région de la Vieille Capitale comme partout dans la province, les policiers collaborent avec les directions d'écoles primaires et secondaires pour prévenir la consommation de drogue et les altercations physiques. Mais les armes à feu et les violentes manifestations de

haine, connaît pas. Dans la métropole, par contre, environ 80 bandes de jeunes sont recensées dans les écoles et sur la rue par les policiers de la CUM, qui concentrent leurs efforts sur l'identification des délinquants en bas âge et la prévention. « Si un drame comme celui du Colorado se tramait ici, j'ai bon espoir qu'on pourrait le détecter avant », indiquait hier le commandant Michel Doucet, responsable du dossier jeunesse à la CUM.

ROCKLAND

Un adolescent loge trois
appels à la bombe

ROCKLAND (PC) — Un adolescent de Rockland a provoqué de vives inquiétudes, hier, au lendemain de la tragédie du Colorado, en menaçant de faire exploser l'école secondaire L'Escale.

Prétendant agir au nom du gang de rue Ace Crew, l'adolescent a placé trois appels à la bombe en moins de dix minutes. Il menaçait de tuer des centaines d'élèves en faisant sauter une bombe de forte puissance à 13 h 15 précises.

Les 450 élèves et le personnel de l'école L'Escale ont été évacués, vers 12 h 20, quelques minutes après qu'une secrétaire ait répondu aux trois appels.

Les artificiers de la Police régionale d'Ottawa-Carleton ont fouillé l'école de fond en comble pendant deux heures mais n'ont rien trouvé d'anormal.

« C'est une plaisanterie de bien mauvais goût », a déclaré l'agent Diana Hampson, de la Police provinciale de l'Ontario (PPO).

« Compte tenu du massacre survenu au Colorado la veille, nous avons pris cette affaire très au sérieux. Nous savons que les jeunes sont influençables et que certains pourraient être inspirés par des événements dramatiques comme celui-là », a ajouté M^{me} Hampson.

BOMBES
Horriifiés

Suite de la Une

Les enquêteurs ont trouvé au total 15 corps, dont trois à l'extérieur de l'école ainsi que ceux des deux agresseurs, des élèves du nom de Eric Harris, 18 ans, et Dylan Klebold, 17 ans, a indiqué à la presse Steve Davis, adjoint au shérif du comté de Jefferson.

Parmi les morts, onze sont de sexe masculin et quatre de sexe féminin. L'une des victimes faisait partie du personnel de l'école Columbine.

Les policiers ont été horrifiés par le carnage qu'ils ont découvert, a raconté pour sa part le procureur Dave Thomas: des « anciens du Vietnam, pleuraient, sanglotaient, bouleversés par ce qu'ils voyaient dans l'école ».

Une écolière en larmes a raconté comment les agresseurs « brandissaient un revolver devant son visage en riant ». « Il a tiré sur un garçon noir parce qu'il était noir », a déclaré une autre jeune fille, en pleurs.

Les deux jeunes gens se sont suicidés après avoir accompli leur acte, apparemment soigneusement planifié. Leurs corps portaient ou étaient entourés d'engins explosifs, faits de morceaux de tuyaux bourrés de poudre.

En fin de journée hier, toutes les familles des victimes avaient été informées.

Les auteurs présumés de la fusillade étaient connus des services de police, relativement à un vol.

Ils faisaient partie d'une bande informelle d'une dizaine de jeunes s'étant proclamée « la mafia en imperméable », dont le shérif John Stone a précisé n'avoir jamais entendu parler jusqu'au drame.

« Ils étaient une dizaine », a expliqué Ian Nelson, élève de terminale. Ils adoraient les jeux de guerre, passaient beaucoup de temps sur l'Internet, où ils avaient leur propre site. Ils étaient passionnés aussi de la Seconde Guerre mondiale, portaient des imperméables noirs et, pour certains, des bottes de type militaires.

Certains élèves ont affirmé qu'ils portaient à l'occasion des croix gammées et qu'Harris s'amusait parfois à parler allemand. Le massacre a eu lieu le jour anniversaire de la naissance de Hitler.

M^{me} Marilyn Saltzman, porte-parole des écoles du comté de Jefferson, a indiqué que le directeur de l'école ignorait l'existence de cette « mafia ». L'école n'avait jamais eu de problème particulier, ni de drogue ni de violence.

Mais le procureur a indiqué hier soir qu'il était probable que les deux jeunes avaient eu des complices, au moins pour préparer leur massacre, et ajouté qu'il ne savait pas comment ils avaient pu introduire tout leur arsenal dans le lycée. Cinq armes, dont une semi-automatique, ont été retrouvées à l'intérieur des bâtiments, ainsi que des dizaines de douilles. « Ce n'est pas quelque chose qui s'est préparé en un soir », a déclaré le procureur.

Sur le stationnement, une voiture est couverte de fleurs. Des adolescents l'entourent. C'est la voiture d'une victime. « Tu vas nous manquer », a écrit sur la poussière du capot un doigt inconnu.

LE TRENTE ET UN

MODE MASCULINE GLOBALE,
CLASSE AFFAIRES, SPORT,
AVANT-GARDE POUR L'HOMME
EN CONSTANTE ÉVOLUTION!

Boxeur côtelé 40.⁰⁰
L'ultramoderne sous-vêtement, conçu pour galber parfaitement et offrir un confort supérieur avec son mélange 90% coton, 10% élasthane. Blanc, noir, charbon. P.m.g.t.g.

Surveste de brousse 275.⁰⁰

Notre exclusivité d'Italie, vêtement d'inspiration militaire à poches multifonctions, ganses d'attache retenant les manches roulées. Pur coton parachute couleur de sable. M.g.t.g. Pantalon cargo 125.00

La chemise imprimé hawaïen 48.⁰⁰

Tendance clé de l'été 1999, l'imprimé hawaïen éclate sur une grande chemise pur coton, recoloré en bleu, kaki, sable à superposer sur un tee-shirt chiné 12.99 P.m.g.t.g.



la maison

simons

La FOIRE de l'EMPLOI
23 et 24 avril 1999
Centre de foires d'ExpoCité
692-3853 postes 248 ou 250

SPÉCIAL

La FOIRE de l'EMPLOI
Plus de
2 000 emplois
offerts!

LA TRAGÉDIE DE LITTLETON



Toute la journée, hier, les élèves de l'école Columbine ont prié et déposé des tributs de fleurs près de l'établissement.



Plusieurs parents anxieux ont passé de longues heures, mardi, à l'école primaire Leawood, près du lycée Columbine, d'avoir des nouvelles de leurs enfants.

Bâtir des valeurs, pas des forteresses

Le ministère de l'Éducation travaille à un cours qui sera donné en 2003 au primaire

JEAN-MARC SALVET
Le Soleil

QUÉBEC — Il ne faut pas transformer les écoles en forteresses, mais mettre l'accent sur les valeurs humaines.

Au lendemain de la tuerie au Colorado, le ministre de l'Éducation François Legault avait davantage envie de parler de «valeurs» que de mesures de sécurité. Il sait qu'aucun système ne pourra jamais déjouer la démesure d'un malade.

Dans les années 80, l'Assemblée nationale elle-même a été victime d'un tireur fou. Il y a quelques mois, c'était le Capitole, à Washington, un des bâtiments les mieux protégés au monde.

Pour le ministre de l'Éducation, le drame de Littleton repose la question de la violence dans la société. Et celle de la violence chez les garçons.

«Il y a d'importantes questions à se poser. Comment mieux transmettre les valeurs fondamentales à nos jeunes? Comment leur faire une meilleure place dans notre société?»

François Legault prépare activement le Sommet sur la jeunesse qui aura lieu l'an prochain. Il a d'autres questions en tête: «Pourquoi est-ce que ce sont des garçons (qui commettent ces actes de démesure)? Pourquoi les garçons du primaire ont-ils deux fois plus de problèmes de comportement que les filles?»

«Il faut mettre l'accent sur les valeurs de justice, de solidarité, de démocratie et de tolérance», insiste le ministre, qui cite en exemple le cours *Éducation à la citoyenneté* que son ministère prépare. Ce cours sera offert aux élèves du primaire à partir de 2003.

Mais l'école ne peut tout faire. Encore moins remplacer les parents. «Les parents sont les premiers responsables de la transmission des valeurs», rappelle François Legault. L'école s'ajoute à eux. Malheureusement, dans certains cas, elle remplace aussi le travail qui ne se fait pas à la maison.»



Une jeune femme et son fils de 9 ans venus déposer, hier, des fleurs à l'école.

«Tout est arrêté ici. Tout le monde est sous le choc.»

Une petite famille québécoise qui a vécu le drame de près songe à revenir plus tôt «à la maison»

FRANÇOIS GAGNON
Le Soleil

■ MONTRÉAL — «Des fous il y en a partout, mais on se sent très loin de la maison.»

Exilée à Denver depuis deux ans, avec son mari Paul Poirier et leurs quatre fillettes âgées entre deux et six ans, Josée Cayer, de Saint-Augustin-des-Maumers, a lancé cette remarque au cours d'un entretien avec LE SOLEIL hier matin, au lendemain de la tuerie de Littleton. Une tuerie qu'elle a vécue intensément puisqu'elle habite Lakewood, petite ville voisine de Littleton, en banlieue sud de Denver.

Âgée de six ans, Catherine, l'aînée des quatre fillettes, s'amusait avec ses camarades à la maternelle, dans une école voisine de l'école secondaire Columbine où s'est produite la tragédie, lorsque les premières détonations se sont fait entendre.

Comme tous les parents du secteur, Josée Cayer, une fois au courant du drame, s'est ruée vers l'école de sa fille où elle s'est heurtée à un barrage policier.

«La polyvalente où le drame s'est produit est à dix minutes de la maison, à quelques coins de rues de l'école de Catherine. Mais les policiers ont barricadé toutes les écoles du coin par mesure préventive. J'ai attendu la petite pendant quelques heures avant que les policiers n'acceptent de laisser sortir les enfants.

«Tout le monde pleurait. C'était l'enfer parce qu'on entendait toutes sortes de nouvelles, mais c'est une fois de retour à la maison qu'on s'est rendu compte de l'ampleur du drame. Tout est arrêté ici. Tout le monde est sous le choc. C'est tellement épouvantable.»

Pendant que M^{me} Cayer s'assurait de retrouver son aînée, son mari, Paul Poirier, un résident en formation en cardiologie au University of Colorado Health and Science Center, se préparait à recevoir des blessés.

«La première fois qu'il m'a appelée à

la maison, il ne savait pas encore ce qui arrivait. Mais lorsque les premiers blessés ont été acheminés vers les hôpitaux de banlieue, tous les résidents en chirurgie, en cardio et dans toutes les autres spécialités ont été mis en état d'alerte. Les cas les plus graves ont tous été acheminés vers le Health Center, qui est le gros hôpital du centre-ville de Denver. Plusieurs blessés se sont retrouvés là, mais la dernière fois que j'ai parlé à Paul, il était toujours en attente. Il n'avait pas eu à intervenir.»

Si les membres de la famille Poirier-Cayer s'en sont tous tirés avec plus de peur que de mal, la tuerie de lundi pourrait bien accélérer leur retour vers Québec.

«Lorsque nous avons étudié les différentes options qui s'offraient à Paul pour compléter ses études, la sécurité des filles était toujours première préoccupation. Littleton, c'est un peu comme Cap-Rouge. C'est beau, c'est tranquille. À côté de l'école où s'est produit le drame, il y a un gros lac avec des canards, des arbres. On y allait souvent avec les filles les fins de semaine.

«C'est épouvantable! L'an dernier, lorsque deux drames du genre se sont produits (en Oregon et en Arkansas) les voisins nous disaient tous de ne pas s'en faire. Que Littleton, Lakewood, et les autres villes au sud de Denver étaient des endroits très sécuritaires. Et regarde ce qui est arrivé!

«On va penser sérieusement à rentrer avant le temps. Paul complètera sa résidence à l'été 2000, mais je pourrais bien retourner à Québec avec les filles avant lui. Je sais bien qu'une tuerie comme celle de mardi peut arriver n'importe où, même à Québec. Des fous, il y en a partout, mais il me semble que les chances sont moins grandes à la maison qu'aux États-Unis.»

USA: le pays des inégalités et de la violence culturelle intégrée

Rien à voir avec le Québec, dit Madeleine Gauthier

ALAIN BOUCHARD
Le Soleil



La chercheuse Madeleine Gauthier

■ QUÉBEC — Autant la tuerie de l'École polytechnique de Montréal, en 1989, lui paraît avoir été un pur accident de parcours dans la tradition québécoise, autant la sociologue Madeleine Gauthier considère celle de mardi, au Colorado, comme faisant partie de la violence intégrée de la culture américaine.

Il n'y aucune espèce de parallèle à établir entre les deux drames, soutient cette chercheuse de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS).

«Ce n'est pas pour rien que la peine de mort est encore en vigueur dans tellement d'états américains, dit-elle au SOLEIL. La violence fait partie du système du pays. Ce n'est pas par hasard que le fusil, le meurtre, la tuerie sont quasiment à la base de son cinéma.»

Madeleine Gauthier se demande comment le fameux mythe du rêve américain peut continuer de survivre dans un

pays qui a les inégalités sociales les plus criantes de tout l'Occident, et qui en est aussi le champion des crimes avec armes à feu.

Ce qui est loin d'être le cas au Québec, où subsiste toujours cette conscience d'une collectivité la plus juste possible, fait-elle valoir. Alors qu'ici nous avons peur des trop grandes inégalités, là-bas, elles sont célébrées à qui mieux mieux: le plus riche, la plus belle, le plus puissant.

«Nous avons aussi nos héros, bien sûr, dit la sociologue. Mais ils me semblent être plus les héros de nos ressemblances — comme la chanteuse Céline Dion, celle qui a réussi parmi nous — que les héros de nos différences, c'est-à-dire ceux qui brillent au-dessus du peuple, comme aux États-Unis.»

LA CULTURE DU COWBOY

Le commerce ouvert des armes à feu, aux États-Unis, la valorisation de leur utilisation, relève de ce que M^{me} Gauthier n'hésite pas à qualifier de prolongement de la culture du cowboy de l'Ouest, encore aujourd'hui.

Et peut alors être établi un parallèle cette fois très pertinent avec les moeurs de ce côté-ci de la frontière. «Au Canada, rappelle-t-elle, ce sont dans l'ordre le Manitoba, l'Alberta et la Saskatchewan qui ont les plus hauts taux de crimes graves commis avec des armes. Comme par hasard trois provinces de l'Ouest!» Le Québec s'y classe bon dernier, et l'Ontario, neuvième.

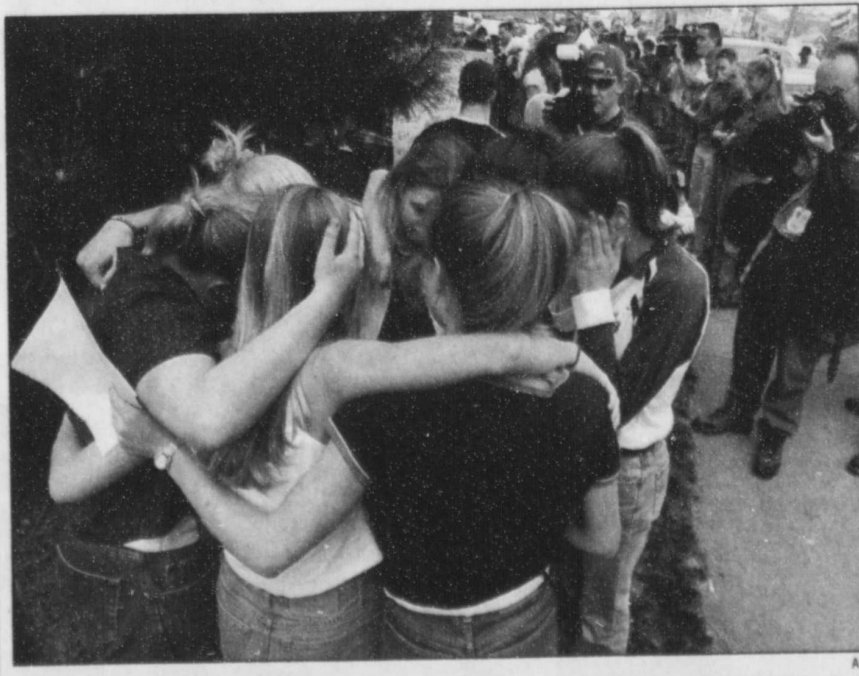
S'il y a encore autant de condamnés à mort aux États-

Unis, c'est qu'il y a un consensus du public en ce sens dans les États concernés, dit la chercheuse de l'INRS, pour illustrer encore davantage ce qu'elle appelle la culture de la violence. «De la même manière, ajoute-t-elle, que les Américains emprisonnent pour tout et pour rien. Alors qu'au Québec, on va faire chaque fois toute une réflexion avant de mettre quelqu'un en prison.»

Entre aussi en ligne de compte la prolifération de tous ces groupes de droite américains auxquels adhèrent abondamment les jeunes, avec l'intention plus ou moins affichée de se faire eux-mêmes justice, le cas échéant. Y compris par les armes s'il le faut.

«Et quand ces jeunes obtiennent ni plus ni moins l'assentiment des adultes, comme cela arrive souvent là-bas, le risque de dérapage s'en trouve d'autant plus élevé», analyse-t-elle.

Alors qu'au Québec, quand se forme un groupe semblable — les skin-headers à une certaine époque, par exemple —, les adultes ne se mettent pas vraiment à applaudir, nuance Madeleine Gauthier.



Tenus à l'écart de l'école Columbine par le périmètre de sécurité érigé par la police de Littleton, les photographes de presse se sont rabattus sur ceux et celles qui pleuraient les victimes du drame de lundi.

Rive-Sud: Lehouillier préférerait deux villes

PIERRE PELCHAT
Le Soleil

LÉVIS — Au lieu d'une seule ville sur la Rive-Sud comme le propose le rapport Bédard, le chef de l'équipe qui défend la majorité au conseil municipal de Lévis, Gilles Lehouillier, penche plutôt du côté de regrouper les 12 municipalités en deux nouvelles entités.

« Je suis plus hésitant pour une seule ville. Pour réaliser un tel projet, il faut qu'il y ait une adhésion de la population. Il faut démontrer qu'il y a des économies à faire. S'il y a unanimité, je suis prêt à regarder cette hypothèse. Par contre, le concept de deux villes sur la Rive-Sud me paraît plus intéressant », a-t-il commenté.

M. Lehouillier estime que les fusions de villes dépendront pour beaucoup du transfert de responsabilités et des revenus que le gouvernement québécois proposera en bout de ligne. Il ne croit pas aux chances de réussite de fusions forcées à la sauvette tout en disant que « le statu quo à moyen terme ne sera plus vivable. »

Pour l'heure, il est d'avis que l'on devrait regrouper les deux MRC de Desjardins et des Chutes-de-la-Chaudière ainsi que les deux corps policiers sur

la Rive-Sud, afin de réaliser des économies pour les contribuables.

Par ailleurs, le conseiller municipal ne voit pas d'un mauvais œil la possibilité que les villes de la Rive-Sud fassent partie d'un organisme supramunicipal de l'agglomération de Québec.

« Nous sommes en complémentarité sur bien des aspects avec Québec et d'autres villes de la Rive-Nord », a-t-il observé, hier. Il ne remet pas en question pour autant l'adhésion de Lévis à la région administrative Chaudière-Appalaches. Les auteurs du rapport sur la fiscalité municipale proposent notamment de créer une nouvelle structure supramunicipale qui engloberait les villes de la Rive-Nord et de la Rive-Sud.

Incidemment, la carte publiée hier dans le rapport Bédard incluait faussement la municipalité de Beaumont dans la MRC de Desjardins. Cette municipalité fait partie de la MRC de Belchasse. Qui plus est, on y indiquait la MRC des Chutes-de-la-Chaudière alors qu'on aurait dû lire la MRC de Lotbinière. En outre, il aurait mieux fallu inscrire sur la carte le nom de la ville de Saint-Nicolas au lieu de Bernières. Cette dernière est disparue à la suite de sa fusion avec Saint-Nicolas.

NON à St-Augustin

La municipalité de Saint-Augustin-de-Desmaures s'oppose fermement à une fusion forcée avec la Ville de Sainte-Foy, tel que le propose le rapport Bédard sur la fiscalité locale. Le maire Marcel Corriveau a en effet demandé au gouvernement, hier, de laisser les municipalités décider de leur avenir et de met-

tre plutôt en place des mesures incitatives favorisant les ententes de services. M. Corriveau estime qu'un gouvernement supramunicipal n'aurait pas davantage sa place, puisqu'on multiplierait ainsi les structures et éloignerait les décisions des citoyens. Le maire se dit toutefois prêt à discuter du partage des coûts d'entretien des équipements régionaux entre Québec et les villes de banlieue. J.L.



COLLABORATION SPÉCIALE, VINCENT FRADET

Sauvés par un cellulaire

Un jeune couple et un enfant, qui avait décidé de s'aventurer sur le fleuve pour admirer le coucher de soleil et le paysage, en a été quitte pour une bonne frousse, hier soir. Surpris par la marée montante et la noirceur, il se sont retrouvés coincés sur un rocher à la hauteur de la plage Jacques-Cartier. Heureusement, l'homme avait en sa possession un té-

léphone cellulaire ce qui lui a permis de contacter son frère qui a immédiatement communiqué avec les policiers de Sainte-Foy. En effectuant une tournée du voisinage, les agents ont réussi à mettre la main sur deux chaloupes, fournies par un résidant du secteur. Ils ont ainsi pu ramener les rescapés à terre, au moment où la Garde côtière s'apprêtait à intervenir. F.S.

SAINT-ROMUALD La dette grimpe

La dette totale de la Ville de Saint-Romuald a augmenté de 828 000 \$ en 1998 pour s'établir à 42,7 millions \$. Cette hausse est principalement due à l'endettement à la Régie intermunicipale des déchets. Cette majoration s'est traduite par une dette supplémentaire de 1,3 million \$. Malgré cela, la Ville a réalisé un surplus de 338 000 \$ l'an dernier dans la gestion de son propre budget de 16,7 millions \$. Le surplus accumulé est passé de 390 000 \$ à 598 000 \$. P.P.

Un chevreuil s'échappe

Un chevreuil qui s'était échappé d'un élevage des environs a gambadé pendant plusieurs minutes dans le centre-ville de Baie-Saint-Paul, vers 8 h hier. L'animal s'est blessé en entrant en collision avec le garde d'une galerie. Des passants ont réussi à l'attacher en attendant les responsables de la protection de la faune, mais le chevreuil est mort entre-temps vraisemblablement victime d'un arrêt cardiaque. D.G.

Condamné une 3^e fois pour violence sur la même conjointe

RICHARD HÉNAULT
Le Soleil

■ QUÉBEC — À sa troisième condamnation pour des voies de fait sur la même conjointe, Denis Constantineau, un Lorettevillois de 38 ans, a été condamné hier à cinq mois de prison.

Cette fois, en août dernier, l'individu a brûlé sa conjointe à un bras à l'aide d'une cigarette, et l'a ensuite menacé de mort. Arrêté puis emmené au poste de police, il a répété sa menace de couper la tête de la victime à l'aide d'une hache.

Il brûle sa conjointe à l'aide d'une cigarette

Comme ce fut souvent le cas dans le passé, l'altercation avait été suscitée par la consommation d'alcool de Constantineau. Malgré tout, les relations entre les deux personnes ont repris depuis, bien qu'elles ne vivent plus ensemble.

L'agente de probation qui a témoigné hier, Ginette Côté, a indiqué que l'homme et la femme ont fait connaissance il y a six ou sept ans, au moment où cette dernière avait déjà un enfant. Ils en ont ensuite eu un autre ensemble.

L'accusé étant plutôt instable, il y a eu plus d'une rupture au sein du couple. Il a déjà entrepris des thérapies, dont une à GAPI qu'il n'a pas terminée, et il en a complété une d'une durée de sept mois pour régler son problème d'alcool. Selon M^{me} Côté, d'ailleurs, le niveau de dangerosité de Constantineau est lié à une éventuelle rechute.

La procureure de la Couronne, M^{me} Caroline Vallières, réclamait une peine de six mois de prison, invoquant le fait que deux peines d'emprisonnement de deux mois chacune n'avaient pas encore réussi à dissuader Constantineau. Ce dernier, a souligné la procureure, a déjà commis un bris de probation et ce n'est pas la première fois qu'il se dit replacé sur la bonne voie. Quant à son avocate, M^{me} Nathalie Duchesne, elle suggérait au juge Jean-Paul Aubin d'imposer une peine avec sursis, invoquant que, depuis la fin de sa thérapie, au début de mars, Constantineau a eu une conduite irréprochable.

Le juge Aubin s'est dit d'avis que l'accusé ne s'est jamais rendu au bout de ses efforts au chapitre des thérapies,

L'accusé n'est jamais allé au bout de ses thérapies

ce qu'il considérait « drôlement inquiétant ». Ces thérapies, a-t-il dit, ne sont pas un gage de succès, mais plutôt une « étape parmi d'autres ».

Aussi le juge Aubin considérait-il ne pas avoir assez d'éléments pour conclure que Constantineau ne représentait pas un danger pour la victime. C'est pourquoi il s'est dit incapable de lui imposer une peine avec sursis.

« Ça va m'empêcher d'avoir un suivi, s'est écrié l'individu. Ça va me nuire! » Si vous le prenez mal, a répliqué le juge, c'est que vous n'êtes pas rendu assez loin, ajoutant: « Vous me passez un sapin en me disant que vous irez au bout de votre thérapie. »

Durant la probation de trois ans que le tribunal a ajoutée à la peine d'emprisonnement, Constantineau devra se soumettre à un suivi thérapeutique, ne consommer ni drogue ni alcool, ne pas importuner la victime et ne posséder aucune arme.

Vendredi, samedi et dimanche, 23, 24 et 25 avril

Encore meilleures!
Les Aubaines
mystère à la Baie
Obtenez 25 %, 30 %, 40 % ou 50 % de rabais

À L'ACHAT D'ARTICLES À PRIX ORDINAIRE*

* Plus de précisions concernant le déroulement du solde, les exceptions et le règlement sur votre carte Aubaines mystère ou sur celle obtenue en magasin. Pas de bons d'achat différés offerts pour les Aubaines mystère et les offres de 10 % et 50 %. Exceptions aux Aubaines mystère : les offres spéciales de 10 % et 50 % et le bougeoir commémoratif en cristal de Diana, Princesse de Galles.

50 % DE RABAIS

Articles à prix ordinaire : bijoux en or 10 ct et 14 ct; vaisselle Royal Albert; de Johnson Bros.; couverts de 5 pièces et services de vaisselle de 20 pièces; batteries de cuisine à plus de 250 \$ et articles suivis assortis; serviettes unicolores; oreillers; duos-sommeil.

Exceptions : bijoux en or à prix vedette et serviettes Royal Velvet, Ralph Lauren, Tommy Hilfiger, Guess et Nautica.

10 % DE RABAIS

Articles à prix ordinaire : petits électroménagers; appareils électriques d'hygiène personnelle; vaisselle à bas prix au quotidien; couverts de 5 ustensiles de table Oneida; barbecues et accessoires; appareils électroniques. Articles à prix ordinaire et de solde : gros électroménagers.



**MON MAGASIN
MON STYLE**
— DEPUIS 1670 —

GAGNEZ 1 000 \$ DE MAGASINAGE À LA BAIE!

Imaginez : 1 000 \$ d'achats à la Baie... un vrai cadeau! Renseignements en magasins.

**FAITES PRÉPARER
VOS DÉCLARATIONS
DE REVENUS PAR
SOLUTION 2000
À LA BAIE**
Dans certains magasins.

EN BREF

Corps repêché du fleuve

Les policiers ont retiré du fleuve Saint-Laurent, hier matin, le corps d'une femme d'une trentaine d'années qui flottait à proximité de la plate-forme Spirit of Columbus. Ce sont des ouvriers du quart de nuit, travaillant à rénover l'immense structure, qui ont aperçu le cadavre. Après avoir pris soin de l'attacher pour éviter qu'il dérive, ils ont avisé les autorités policières. Selon les premières constatations le corps, qui n'aurait séjourné que quelques jours dans l'eau, ne portait aucune marque de violence. Une autopsie devrait permettre d'en savoir plus sur les circonstances exactes du décès. F.S.

LE SAMEDI 24 AVRIL, TOUS NOS MAGASINS OUVRONT À 8 H 30

Un bébé en l'an 2000? Le désarroi!

On appelle ça une boîte vocale. C'est incroyable tout ce qu'on peut y emmagasiner. Des fois, ça se transforme en boîte à surprises. Dans ce truc qui me tient lieu d'oreille et de mémoire, voici ce que j'ai entendu mardi.

« Bonjour. Mon nom est Valérie (prénom fictif). Ma psychologue m'a donné votre nom en me disant que vous pourriez peut-être m'informer. Je suis une maman... je vais être une maman au mois de décembre, et le papa s'est désisté. Et moi, je suis bien en amour avec mon petit bébé. Il n'est pas question que je le laisse tomber parce que son père l'a laissé tomber. Bref, je me demande si c'est possible... Si vous connaissez des organismes où il y a des pères qui veulent adopter des enfants qui ne sont pas encore nés... ou disons, qui veulent tout simplement cadrer dans le rôle de père et non nécessairement cadrer dans le rôle de couple, tel qu'on le connaît. Parce que je crois que l'amour peut se bâtir après et pas nécessairement avant. Je crois beaucoup à la famille universelle. Je crois pas juste à la famille religieuse et supposément bien cadrée qui est supposée fonctionner à tout prix... Moi je prendrais un papa qui voudrait tout simplement donner de l'amour à ce petit enfant-là et puis m'aider, au travers de ça, à faire une bonne éducation. Alors, j'aimerais vraiment que vous m'appeliez pour me dire si vous avez quelque chose à me conseiller, là-dessus. Aujourd'hui, c'est le 19 avril. Il est 10h20... Si vous pouvez faire quelque chose pour moi, j'aimerais que vous m'appeliez dans des délais assez courts... Parce que si je ne trouve pas de papa, je vais avoir bien

de la misère à m'imaginer garder ce petit enfant là toute seule. Je pense que ça prend deux parents à un enfant. Et présentement, il me reste sept jours, jour pour jour, avant de... Disons six. Parce que lundi matin, j'ai rendez-vous dans une clinique d'avortement privée. Je vous remercie de me retourner mon appel et j'ai bien hâte de savoir si vous avez quelque référence que ce soit à me donner. »

Elle a raccroché. Biiiiip. Il y avait un autre message.

« Bonjour. J'ai laissé un message hier soir, lundi le 19, vers 10h15. C'est moi qui cherche un papa adoptif pour le petit bébé que je vais avoir au mois de décembre. J'espère que vous allez me téléphoner aujourd'hui. Je pensais pouvoir vous parler ce matin. Comme je vous ai expliqué, j'ai quand même un délai à respecter. Ben coudon! Je vais attendre votre appel. Il fait beau dehors. Puis j'imagine que, comme d'habitude, je vais être chanceuse dans la vie. Alors, bonne journée. Elle a raccroché, après avoir laissé son numéro à la maison et au travail. Biiiiip...

Que faire? La rappeler pour lui dire que sa demande m'a laissée sans voix? Pour lui dire mon désarroi? Car je m'imagine mal dans le rôle de courtière en valeurs familiales sur le marché fluctuant des pères et des amants. Un bon père, ça ne se trouve pas dans une boîte de cracker

jack. Il n'y a pas de loterie dont le gros lot est un paternel aimant.

La rappeler pour lui dire que je ne suis pas compétente en pareille matière, n'étant ni psy, ni travailleuse sociale? Pour lui dire que son empressement à trouver de toute urgence un père en manque pour remplacer un père manquant me paraît bien hasardeux. Que sa confiance aveugle en la

vie me déroute absolument? Que si ce désir d'enfant est aussi puissant, elle saura bien l'assumer. Elle ne serait pas la première « monoparentale » du jour au lendemain, à devoir se débrouiller, sans secours, sans soutien. L'argent et la sécurité en béton armé, c'est un travail régulier, même payé d'un salaire modeste, c'est déjà mieux que le b.s.

La rappeler pour lui dire qu'il existe des réseaux d'aide? Lui conseiller de patienter plutôt que de jouer son destin au hasard d'une petite annonce ou d'un appel à tous? Elle trouvera peut-être un compagnon, dans un an, dans deux ans.

La rappeler surtout pour lui dire combien c'est terrible, cette question qu'elle me pose. J'ignore comment y répondre. La seule pensée que mon intervention puisse influencer le moins de sa décision, dans un sens ou dans l'autre, me plonge dans l'embarras. Non, je n'ai pas à me mêler de ça. C'est ce que j'allais lui dire.

Puis, j'ai pensé aux couples un peu bizarres qui

ces dernières semaines se sont inscrits à des concours pour concevoir le premier bébé du millénaire. Juste pour le « kick ». J'ai pensé à une femme triste une autre fois, un autre mois, de ne pas être tombée enceinte après des années d'essais infructueux. J'ai pensé à toutes sortes de choses sans rapport. Même aux enfants du Kosovo.

Au téléphone, elle m'a raconté qu'elle a appris, il y a deux semaines qu'elle est enceinte. Elle a 28 ans. Elle voudrait bien avoir cet enfant. Mais le père de ce bébé-surprise, après avoir accepté, a changé d'idée. Ça l'a dérouter. La réaction négative de sa propre famille l'a « contaminée ». C'est le mot qu'elle a choisi. Elle craint surtout l'insécurité financière. La politique familiale du gouvernement, c'est pas super, dit-elle. Mais elle évoque la légende de l'homme parti chercher des diamants au loin. À sa mort, on les a trouvés à ses pieds. La solution est peut-être à ma portée, dit-elle. Elle pense qu'elle aura besoin de toute une thérapie si elle se fait avorter. Elle en fait des cauchemars. Elle a rêvé qu'elle avait un cancer en phase terminale. Elle songe aux couples qui vont jusqu'en Chine chercher des enfants...

Et moi, j'avais envie de lui répondre. « Fais ce que ton cœur te dit. Fiche-toi des parents, des amis. Méfie-toi de ceux qui veulent décider à ta place ». Mais je n'ai rien dit de ça. Je voulais juste lui exprimer mon impuissance, mon désarroi. Car des personnes, des organismes à qui je confierais pareille responsabilité, non, je n'en connais pas. Et cette décision lui appartient. À elle. Seule face à elle-même. À personne d'autre.



Ghislaine Rheault
GRheault@lesoleil.com

Une dispute tourne au meurtre à Chute-aux-Outardes

STEEVE PARADIS
Collaboration spéciale

■ BAIE-COMEAU — Une altercation dans un bar a tourné au drame mardi soir à Chute-aux-Outardes, près de Baie-Comeau. Un homme a été battu et son agresseur a payé ce geste de sa vie.

Roger Pouliot, un résident de 42 ans de Chute-aux-Outardes, a été arrêté pour répondre du meurtre de Yves St-Gelais, 34 ans, lui aussi de la même localité.

Les événements ont débuté vers 20 h mardi au bar Alouette, situé sur la rue Galilée, à indiqué la porte-parole du district Côte-Nord de la Sûreté du Québec, Louise Prévost. St-Gelais en serait venu aux coups avec le frère de l'accusé, Étienne Pouliot, pour des raisons encore nébuleuses. Ce dernier a dû être conduit au Centre hospitalier régional de Baie-Comeau pour recevoir des soins à la suite de ses blessures et il s'y trouvait toujours hier.

Roger Pouliot, qui était aussi sur place, s'est rendu à son domicile après la bagarre afin de se procurer une arme à feu, fort probablement dans le but de venger son frère. Il s'est rendu à l'appartement de St-Gelais où il a tiré un premier coup de feu dans une fenêtre. St-Gelais est alors sorti à l'extérieur avec une hache à la main. Pouliot a répliqué avec un autre coup de feu, qui a atteint la victime à l'abdomen. Yves St-Gelais a quand même réussi à regagner son appartement, où il est décédé.



Roger Pouliot, accusé

Les policiers de la SQ ont déclenché une Opération 100 afin de retracer l'auteur de ce geste. L'accusé a finalement été arrêté quelques instants plus tard au volant de son véhicule par les policiers de la Sécurité publique de Baie-Comeau. Pouliot, qui n'a pas opposé de résistance à son arrestation, se rendait visiter son frère à l'hôpital.

La police n'a pas voulu élaborer sur les circonstances entourant ce meurtre, mais quelques citoyens de Chute-aux-Outardes ont confié qu'Yves St-Gelais se retrouvait régulièrement au centre de disputes de toutes sortes en raison d'un comportement souvent agressif. Même que certains ne semblaient guère s'étonner qu'il ait péri de cette façon. Ce récidiviste connu des milieux policiers comptait d'ailleurs à son dossier des accusations de vols qualifiés et de possession de stupéfiants.

VIE RANGÉE

Pour sa part, Roger Pouliot n'est pas reconnu par ses concitoyens pour engendrer des actes de violence. Selon quelques clients du bar Alouette, qui n'ont cependant pas assisté à l'altercation, ce père de famille de deux enfants fréquentait peu les bars et menait une vie relativement rangée.

Roger Pouliot a comparu en fin de journée hier au palais de justice de Baie-Comeau pour faire face à une accusation de meurtre au second degré. Son enquête préliminaire pro forma a été fixée au 5 mai et il subira son procès devant juge et jury. Il demeure détenu jusqu'à son enquête préliminaire.



Le meurtre s'est déroulé dans cette maison de Chute-aux-Outardes.



Yves St-Gelais, la victime

Produits forestiers Alliance interjette appel

Produits forestiers Alliance portera en appel la décision du juge André Cloutier, de la cour du Québec, qui impose à la compagnie de payer 3,8 millions\$ en droits de mutation immobilière aux villes de Donnacona, Dolbeau-Mistassini et Saint-Félicien, au Saguenay/Lac-Saint-Jean. Pierre Monahan, président et chef de

la direction de Produits Alliance, a précisé que la compagnie n'avait pas le choix d'interjeter appel pour défendre les droits de ses actionnaires. M. Monahan souligne cependant que la compagnie s'engage à payer les intérêts sur la somme due si jamais elle était déboutée. Le pdg souhaite que l'image de Produits Forestiers Alliance, qui a investi près de 1 demi-milliard\$ à Dolbeau-Mistassini, Saint-Félicien et Donnacona depuis qu'elle a acheté les usines de Domtar en 1994, ne sera pas ternie par cette controverse. (PC)

APSARA

Avril marque le début du Nouvel An cambodgien. Dans l'esprit des célébrations de cette année du lapin, le restaurant APSARA vous invite à goûter son menu exclusif: le menu du «NOUVEL AN 99», de plus, nous vous offrons un rafraichissant thaïlandais. Vous en garderez un souvenir inoubliable.

Puisse le bonheur vous habiter tout au long de cette nouvelle année du lapin.

1915 • 1921 • 1927 • 1939 • 1941 • 1951 • 1963 • 1975 • 1987 • 1999

1999

L'ANNÉE DU LAPIN

ស្ក ័័ ័័័

Une délicieuse gourmandise

71, RUE D'AUTEUIL - 694-0232

Cuisines cambodgienne, thaïlandaise et vietnamienne

BEAUCOUP D'ORAGE EN PERSPECTIVE!

CIEL! À l'achat du pantalon convertible en short signé Orage, recevez gratuitement un t-shirt de cette même collection. Beau temps pour vous les procurer!

Offert à Brassard et à Ste-Foy, jusqu'à épuisement des stocks.

Printemps 1999

MAIL CHAMPLAIN (450) 672-4537

CARREFOUR LAVAL (450) 682-4537

PLACE STE-FOY (418) 652-4537

PORTNEUF

Rêves d'enfants s'installe

La Fondation Rêves d'enfants vient de se donner un pied à terre dans la région de Portneuf avec la création de sa propre division, la 18^e de l'organisme pour le secteur de Québec Est. La nouvelle cellule bénévole a été fondée officiellement à Saint-Raymond au cours des derniers jours par le coordonnateur Alain Vachon. Dans sa mission, il sera appuyé par Claude Bouchard, Jean-Guy Hardy, Line Langevin, Steven Lawless, Nathalie Moisan et Richard Moisan. En dépit de son absence dans Portneuf au cours des 12 dernières années, la Fondation a tout de même permis à une trentaine de jeunes de 3 à 17 ans ont la vie était menacée de réaliser leur plus grand rêve. M.G.

DONNACONA

Le Parc des Berges jugé sécuritaire

Le directeur du service de police de la ville de Donnacona, Guy Dussault, a indiqué, hier, que le Parc des Berges de Donnacona situé en bordure de la rivière Jacques-Cartier est de nouveau sécuritaire. Un ratissage de ce site de villégiature fut effectué suite à la découverte, dimanche dernier, de trois grenades artisanales. Aucun autre objet dangereux ou suspect n'a été trouvé sur place lors des recherches. Selon les experts en explosif qui ont sécurisé les lieux, les articles trouvés avaient été soumis aux intempéries pendant quelques années. M.G.

BEAUPORT



Le ministre André Boisclair a pris le temps de remercier et d'écouter les bénévoles du Service Aide 23, de Beauport.

Le ministre rend visite aux bénévoles de Service Aide 23

YVES THERRIEN
Le Soleil

■ BEAUPORT — Des bénévoles de Beauport ont reçu la visite du ministre de la Solidarité sociale, André Boisclair, qui a pris le temps de discuter avec une vingtaine de bénévoles du centre d'action communautaire Service Aide 23, mardi en fin après-midi. Pendant la semaine nationale de l'action bénévole, le ministre Boisclair a décidé d'aller lui-même remercier les bénévoles dans leur milieu tout en prenant le temps d'écouter leurs doléances sur différents sujets.

M. Boisclair, après dix ans en politique, a pu constater qu'aucun gouvernement ne peut légiférer sur l'hospitalité et la générosité.

Pourtant, c'est ce que représente l'action de millions de bénévoles au Québec qui envoient chaque jour un message positif démontrant que l'engagement est une valeur. « La société a besoin des bénévoles, a-t-il affirmé, parce qu'ils injectent une dose d'humanité dans leur entourage. »

Les gens lui ont fait part des problèmes de plus en plus marqués de solitude et d'isolement chez les gens âgés, des difficultés que vivent les jeunes décrocheurs, du climat d'incertitude qui préoccupe les jeunes travailleurs souvent confinés dans le travail à statut précaire et les emplois contractuels.

Il a répondu qu'il était conscient des trous dans un filet de protection social pas toujours adapté à tous les besoins de la société. Il a précisé qu'il était à la recherche de nouveaux moyens.

Il d'ailleurs a rappelé son projet d'insertion sociale des assistés dans les projets d'action bénévole, projet qui doit démarrer en octobre avec un budget de 5 millions \$ et toucher 3000 personnes.

Des bénévoles ont manifesté leur préoccupation face à de prestataires d'aide sociale qui toucheraient un supplément d'allocations pour œuvrer dans des services communautaires sans être vraiment bénévoles puisqu'ils obtiendraient une rétribution.

Soulignant que ces personnes, sans être stagiaires, ni bénévoles ni employés parce qu'elles n'ont pas un véritable salaire, ne se substitueraient pas à l'œuvre des bénévoles.

En accord avec la Fédération des centres d'actions bénévoles, des modalités seront établies pour éviter toutes sortes de pièges qui nuiraient à l'objectif d'insertion sociale du projet.

« Dans le coffre d'outils de notre filet de protection, il faut offrir le plus de moyens possible pour que les gens se remettent en mouvement et réintègrent la société, a-t-il expliqué.

Avec la participation et l'encadrement des organismes d'action bénévole, il sera possible de les aider à rebâtir leur réseau social, à développer leur potentiel et à reprendre confiance. Il faut pouvoir mettre à profit les trésors et les ressources des organismes de bénévoles dans un cadre positif et stimulant pour que ces personnes puissent se reprendre en main. »

Des bénévoles d'accord avec le projet du ministre ont ajouté que ces personnes ne viendraient pas d'elles-mêmes. Il faudra faire des efforts pour aller les chercher parce qu'elles sont souvent isolées, qu'elles ont honte et pensent qu'elles n'ont pas de potentiel.

Le ministre Boisclair a précisé qu'il y aura nécessairement des contrats entre les assistés et les centres d'action bénévole qui participeront au projet.

Il n'est pas question de laisser aller dans l'organisation, mais bien de trouver de nouveaux moyens pour redonner aux gens leur dignité et le goût de prendre leur place dans la société.

Par ailleurs, ce soir à la salle du Conseil législatif, des bénévoles et des organismes du Québec seront honorés pour leur apport dans chacune des régions. Pour la région de Québec, les lauréats sont Gérard Chabot, de Charlesbourg, et le Carrefour de l'amitié de Charlesbourg.

QUÉBEC HONORE
LES COUTURIERS
D'ICI...



À L'HONNEUR
CE JEUDI À 19 H

DANS LA COUR CENTRALE DES GALERIES DE LA CAPITALE
MADAME CHANTAL LÉVESQUE

LA DESIGNER DE



S H A N

LA NOUVELLE COLLECTION
SHAN
PRINTEMPS-ÉTÉ
VOUS SERA PRÉSENTÉE,

ET VOUS AUREZ L'OCCASION D'ASSISTER
À LA REMISE DU PRIX AUDACE
AINSI QU'À UNE ENTREVUE
ANIMÉE PAR LA PORTE-PAROLE DES
GALERIES DE LA CAPITALE, CLAUDE THIBAUT.

500 \$ EN CERTIFICATS-CADEAUX
SHAN À GAGNER

UNE COLLABORATION

PTVA
LE SOLEIL

GALERIES
DE LA CAPITALE
OUVERTURE DÈS 11 H TOUS LES DIMANCHES

Mettre à profit les trésors
et les ressources des
organismes bénévoles

10^e anniversaire
Merci de votre fidélité

Gagnez
une garde-robe
de notre collection
printemps-été
d'une valeur de
5000\$.
taxes incluses

Une chance de gagner
avec achat de 1000\$
à prix courant et plus à notre
boutique de Place Ste-Foy.
Détails sur place.

JOBIS
HUCKE
Donna
SLEINBOCK

L'expression parfaite de l'élégance

Boutique
JOSÉE LAURENT

PLACE STE-FOY 654-1388

À GAGNER:
une garde-robe
d'une valeur de
5000\$
taxes incluses

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

SAINT-GEORGES

Quelques mots de trop
Un policier sanctionné

FRANÇOIS SIMARD
Le Soleil

■ QUÉBEC — Des paroles mal placées à l'endroit d'une citoyenne qui lui aurait fait des «doigts d'honneur» vaudront à l'agent Mario Thiboutot, du Service de police de Saint-Georges de Beauce, des sanctions de la part du Commissaire à la déontologie policière.

Les événements ayant mené le policier devant le comité remontent au mois d'octobre 1996 et ont débuté sur le stationnement d'un dépanneur de Saint-Georges.

Le patrouilleur aurait reconnu la plaignante, avec qui il avait déjà eu des mêlées, et cette dernière lui aurait laissé voir par des gestes, qu'elle n'était pas trop contente de le rencontrer.

Alors qu'elle quittait en compagnie d'une autre dame qui conduisait le véhicule dans lequel elle se trouvait, le policier les a suivies et interceptées une centaine de pieds plus loin.

Mentionnant ne vouloir mener qu'une simple vérification, Mario Thiboutot aurait cependant dit qu'il en avait assez de son comportement et des «simgères qu'elle venait de faire.»

Il aurait également mentionné à l'autre occupante qu'elle devrait se tenir loin de la plaignante car il s'agit d'une «mauvaise fréquentation.»

Dans sa décision, le commissaire conclut que cette dernière remarque

était «gratuite et inutile» dans les circonstances. Il remet également en question l'interception faite sans motif alors que l'agent aurait très bien pu faire signifier un constat d'infraction directement au domicile de la plaignante, si le procureur avait jugé bon porter des accusations pour les gestes commis au dépanneur, qui auraient pu contrevenir à un règlement municipal.

Tranchant que sur deux des trois chefs retenus contre lui, le comportement de Mario Thiboutot dérogeait au Code de déontologie des policiers du Québec, le commissaire va même plus loin, mentionnant que l'interception constituait un abus d'autorité pour lequel il n'était pas cité.

Il ajoute également que, connaissant le dossier de la plaignante et étant bien au fait de moments pénibles vécus par cette dernière, il aurait dû en tenir compte et éviter de répondre aux insultes que cette dernière aurait pu proférer à son endroit.

Les représentations sur la sanction auront lieu lundi.

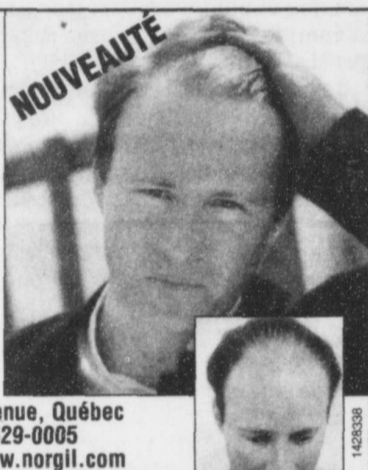
Même l'interception
constituait un
abus d'autorité

Chute de cheveux - calvitie
**LA MICROTRANSPLANTATION
FOLLICULAIRE**

La greffe folliculaire est pratiquée à l'aide d'un microscope afin de ne pas endommager les bulbes de la zone programmée génétiquement pour ne jamais tomber (zone donneuse), ce qui nous permet de récupérer de 25 à 30% de plus de cheveux qu'une greffe régulière avec un effet naturel jamais réalisé jusqu'à ce jour.



924, 1re Avenue, Québec
Tél.: (418) 529-0005
Internet: www.norgil.com



HOLT RENFREW, c'est...

Votre place au soleil

Attention, chaud devant! Les verres fumés promettent de créer un événement de grand rayonnement. Pleins feux sur les nouveautés Versace, CK, Armani, Fendi, Halston, DKNY, Alfred Sung, Gucci et bien d'autres.

De plus...

- participez au tirage d'une garde-robe estivale d'une valeur de 5 000 \$ que vous choisirez dans nos rayons (à l'exception des boutiques spécialisées).
- obtenez le nécessaire Spa offert en prime à l'achat de lunettes durant l'événement.
- obtenez le double de points Hall Renfrew à l'achat de lunettes durant l'événement.
- rencontrez les porte-parole invités et prenez un rafraîchissement avec nous.

Du dimanche 25 avril au samedi 15 mai seulement. C'est un rendez-vous!

Québec: Place Sainte-Foy, (418) 656-6783

Montréal: rue Sherbrooke, angle de la Montagne, (514) 842-5111 • Centre Rockland, (514) 738-3500

www.holtrenfrew.com

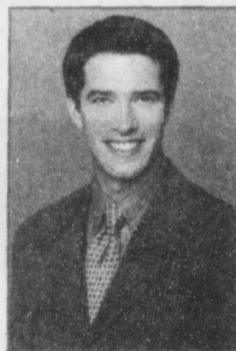
1429750

Un hommage à la richesse du cœur

Le prix Hommage bénévolat-Québec est décerné par le gouvernement du Québec pour souligner l'engagement, l'énergie et la générosité des bénévoles et des organismes communautaires qui, dans chacune des 17 régions du Québec, œuvrent au mieux-être de la société.



Hommage
Bénévolat-Québec



L'action bénévole est un investissement du cœur qui témoigne de la solidarité sociale. En cette Semaine nationale de l'action bénévole et au nom de toutes les Québécoises et de tous les Québécois, je souhaite les remercier pour la dose d'humanité d'une valeur inestimable qu'ils apportent à notre société.

Félicitations aux lauréates et aux lauréats d'Hommage bénévolat-Québec.

Le ministre de la Solidarité sociale,

André Boisclair

CATÉGORIE « BÉNÉVOLE »

| | | | | |
|---|---|--|--|--------------------------------------|
| M. Yolande Dubé Saint-Honoré | M. Ghislain Lalancette Jonquière | M. Gérard Chabot Charlesbourg | M. Claude Barette Sainte-Genève-de-Batiscan | M. Huguette Beauchamp Eastman |
| M. Vicky Nikolakakos Montréal | M. Jacques Beaudry Hull | M. Yolande Desharnais Guyenne | M. Gaston Lessard Baie-Comeau | |
| M. Suzanne Hamel-Migneault Chibougamau | M. Gaétanne Rioux-Sasseville Sainte-Anne-des-Monts | M. Huguette Labrecque-Marcoux Saint-Jean-Christostome | M. Gérald Labelle Laval | |
| M. Giselle Laporte-Rivet Mascouche | M. Pierre-Noël Léger Saint-Sauveur-des-Monts | M. Gilles Laflamme Saint-Paul-d'Abbotsford | M. Berthe Côté Plessisville | |

CATÉGORIE « ORGANISME »

| | | | |
|--|---|---|---|
| Corporation service des bénévoles du Centre hospitalier régional de Rimouski Rimouski | La Maison Notre-Dame du Saguenay Chicoutimi | Carrefour de l'Amitié Charlesbourg Charlesbourg | Service prévention suicide Trois-Rivières Trois-Rivières |
| Club Étincelles de Bonheur de la MRC du Haut St-François East Angus | Maison des grands-parents de Villersay Montréal | Soupe populaire de Hull inc. Hull | Groupes d'actions bénévoles en maintien à domicile d'Abitibi-Ouest inc. La Sarre |
| Association de personnes avec difficultés visuelles de Manicouagan Baie-Comeau | Mirador des marmots Chibougamau | La Chorale Les Étincelles de Fatima Cap-aux-Méules | |
| Télévision communautaire de la région de l'Amiante Thetford Mines | Société de l'autisme et des TED (Laval) Laval | Les Amis de Lamater - Centre communautaire pour les aînés Terrebonne | |
| Société d'horticulture et d'écologie Touffainville | Centre d'action bénévole L'Actuel Vaudreuil-Dorion | Comité de loisir en déficience intellectuelle de Plessisville Plessisville | |

SCA
fcaDa
Gouvernement du Québec
Ministère de la Solidarité sociale
Québec

Un « musée des vidanges » dans Lotbinière

Claude « Pôpa » Meunier y serait aux anges

MARC SAINT-PIERRE
Le Soleil

ISSOUDUN — Claude « Pôpa » Meunier serait aux anges dans Lotbinière, sinon au ciel assurément. On s'y est à ce point préoccupé des déchets domestiques que, par-delà la collecte sélective, on a conçu un « musée des vidanges », ou plus précisément un Centre d'interprétation de l'environnement qui développe le thème du recyclage.

ÊTES-VOUS, OU UN DE VOS PARENTS OU AMIS, EN POSSESSION D'UNE HORLOGE QUI RESSEMBLE À CELLE-CI?

- Gris très foncé, presque noir
- Balancier avec baguette en bois de même couleur et disque en laiton
- Cadran avec aiguilles et chiffres noirs
- Carillonne à tous les quarts d'heure (Westminster seulement)
- Trois poids en laiton arrondis et ornés, suspendus par des chaînes en laiton
- Fabriquée en Allemagne vers 1930
- Achetée usagée dans les années 50

Si oui et si elle correspond à la description ci-dessus, des propositions très avantageuses pourraient vous être faites, sans aucune obligation de votre part. Quelle que soit votre réponse, des renseignements historiques intéressants vous seront donnés sur cette horloge.

Pour en savoir plus, S.V.P. appelez au 692-3068 et laissez vos nom et no de téléphone.

L'initiative a aussi permis d'élaborer un programme de visites du site d'enfouissement de la MRC.

Projet imaginé et mis en œuvre avec de petits moyens et le soutien du milieu par Récupération Lotbinière inc. et le Comité environnement de la MRC. Objectif 2000, c'est le nom donné au projet, cible au premier chef les écoliers de la région.

« Le but visé par cette initiative — on vient d'agrandir le site d'enfouissement et cela a coûté des millions \$ — c'est d'inciter les gens à réduire leurs déchets pour qu'il y en ait moins au site d'enfouissement et qu'on puisse l'utiliser plus longtemps », explique Julie Champagne, de Récupération Lotbinière inc., plénipotentiaire du centre, à l'occasion d'une entrevue accordée au SOLEIL.

ÉCOLE DÉSAFFECTÉE

Installé dans une école désaffectée, rue Principale, à Issoudun, le centre d'interprétation illustre, à l'aide de tableaux, montages, affiches synthèses, la vie redonnée à un vieux journal, une boîte de carton, une bouteille de verre, voire un pneu, quand ils sont introduits dans la chaîne du recyclage.

Julie Champagne précise: « 89% de la fibre de Polar est faite à partir de plastique. Si vous portez un vêtement de Polar, ça veut dire que vous avez 20 bouteilles de Pepsi sur le dos », note-t-elle parmi d'autres explications.

« Quand les jeunes viendront visiter cela, ils auront un effet multiplicateur auprès des parents », dit France Nadeau, mairesse de Saint-Flavien paroisse et présidente du Comité environnement de la MRC.

Ces jeunes ne verront pas que le beau côté des déchets. Après leur tournée du centre d'interprétation, ils



LE SOLEIL, CLÉMENT THIBEAULT

France Nadeau (à gauche), présidente du Comité environnement de la MRC de Lotbinière et mairesse de Saint-Flavien village, et Julie Champagne, de Récupération Lotbinière: deux complices de la sensibilisation verte.

seront invités au site d'enfouissement de Lotbinière, situé chemin de la Pointe-du-Jour, Saint-Flavien paroisse.

Le milieu scolaire est d'accord

« Un site d'enfouissement, c'est un gros sac vert, c'est le dernier recours pour les déchets. L'idée c'est de leur faire comprendre qu'un sac de déchets emporté par un camion implique beaucoup de sous et d'énergie pour en disposer ensuite », précise-t-elle.

Le milieu scolaire de Lotbinière est d'accord avec la dimension didactique du projet Objectif 2000. Près de 1200 élèves, de troisième année à secondai-

re ont manifesté le désir de visiter le site d'ici à la fin de l'année scolaire.

« Dans un deuxième temps, nous allons viser les groupes sociaux, les adultes. La centre va être ouvert. Il le sera aussi pour les populations des MRC riveraines si le projet continue. Sinon, il prendra fin en novembre. Mais nous voulons nous donner les moyens pour garder le centre ouvert », indique M^{me} Nadeau.

En mai 1997, la MRC de Lotbinière a gagné le Phénix de l'amélioration de la performance pour son programme de collecte sélective. « Nous en visons un autre naturellement », conclut M^{me} Nadeau avec un sourire dans la voix.

Dans toute maison
sommeille un téléphone
qui rêve de s'évader.



Vous avez maintenant les moyens de le libérer
avec notre option à tarif fixe soir et fin de semaine.

Un téléphone sans fil, c'est la liberté. Et il est maintenant plus abordable que jamais. Avec notre option à tarif fixe, vous obtenez les appels locaux illimités le soir et la fin de semaine, vos 100 minutes de base ainsi que l'appel en attente, l'afficheur et la messagerie vocale... le tout pour environ le même coût qu'un téléphone ordinaire.

Téléphone Sony maintenant
99.99\$

| Forfaits | Tarif mensuel | Ce que vous obtenez |
|---|---------------|---|
| PARLEZ BEAUCOUP | 20 \$ | 100 minutes de base, messagerie vocale, afficheur, appel en attente, facturation à la seconde, appels locaux gratuits le jour de votre fête, pas de frais de mise en service ni de contrat. |
| PARLEZ BEAUCOUP PLUS | 30 \$ | Tout ce qu'il y a ci-dessus plus les appels illimités la fin de semaine. |
| AVEC NOTRE NOUVELLE OPTION À TARIF FIXE | 45 \$ | Tout ce qu'il y a ci-dessus plus les appels illimités le soir et la fin de semaine. |

Frais d'interurbain en sus.

D'autres forfaits sont également offerts.

Un service amical, un achat sans tracas ni contrat et des primes spéciales comme les appels locaux gratuits le jour de votre fête. Voilà comment le futur est simple avec Clearnet. Pour en savoir plus sur nos forfaits (à compter de seulement 20 \$), faites le 1 888 CLEARNET (ou visitez notre site au www.clearnet.com).

clearnet scp
le futur est simple



Le SCP Clearnet est offert chez les marchands participants suivants:

LA CABINE
TÉLÉPHONIQUE

Expert-Cell Télécom
778, rue Commerciale
St-Jean Chrystostome (Québec)
Tél.: (418) 839-2290

FUTURE SHOP

Scantech
450, rue Papin
Ste-Foy (Québec)
Tél.: (418) 653-1772

Centre de communications d'affaires Clearnet
2700, Jean-Perrin, bureau 114
Québec (Québec)
Tél.: (418) 847-1647

Naviclub
5054, rue St-Georges
Lévis (Québec)
Tél.: (418) 835-9279

Groupe Communication 2000
723, rue Godin
Vanier (Québec)
Tél.: (418) 882-1101

COMPLÉMENT

Telmax
2670, avenue Dalton
Ste-Foy (Québec)
Tél.: (418) 656-1736

Communications 8 V
670, rue Bouvier
Québec (Québec)
Tél.: (418) 622-2848

WHY AU
EN GROS

Communications CellWeb
1995, Jean-Talon Sud
Ste-Foy (Québec)
Tél.: (418) 688-6533

THETFORD MINES Dettes réduites

IAN BUSSIÈRES
Collaboration spéciale

THETFORD MINES — Les politiques adoptées par l'administration municipale de Thetford Mines en matière de réduction de la dette portent fruit puisque la dette réelle payable par l'ensemble des contribuables a chuté de près de 4 millions \$ en trois ans.

De 18 861 786 \$ qu'elle était au 31 décembre 1995, la dette thetfordoise se retrouve pour la première fois depuis plusieurs années sous le seuil des 15 millions. Elle se chiffre maintenant à 14 933 257 \$ grâce à une diminution de 3 928 529 \$.

Maurice Boulet, trésorier, explique que ces excellents résultats sont une conséquence directe de l'orientation prise à l'automne 1995 à l'effet de limiter à moins de 1 million \$ par an les dépenses à financer au moyen d'emprunts à long terme.

GRAND QUÉBEC 417 000 \$ d'aide

GUY BENJAMIN
Le Soleil

QUÉBEC — Les organismes de la région ont reçu plus de 417 000 \$ en subventions depuis la création de la Fondation communautaire du grand Québec.

Créée à la fin de 1993, la fondation a connu une montée rapide, disposant déjà d'un capital de fonds de 1,3 million \$, et d'actif de 2,2 millions \$. Il existe au Canada 80 fondations communautaires, et celle de Québec est la seule dans la province. Au Canada, les fondations communautaires gèrent 1 milliard \$. Une fondation communautaire, est un organisme à qui des individus, des groupes, ou des familles font des dons en demandant de gérer les sommes pour que les revenus soient distribués à différents organismes. Le donateur peut désigner qui profitera des placements tout comme il peut laisser les dirigeants de la fondation choisir les bénéficiaires.

La fondation communautaire gère 24 fonds. À titre d'exemple, le fonds Phil et Lucie Latulippe, dont le solde est de 6410 \$, vise à encourager la participation des handicapés à des activités sportives. Ce fonds a contribué à l'expédition du jeune Antoine Nadeau, de Val-Bélair. Ce jeune handicapé a profité de la semaine de relâche en mars pour traverser les Chic-Chocs, en Gaspés. Autre exemple d'un fonds, celui du théâtre du Trident, qui a versé 7000 \$ en 1998 en appui aux activités théâtrales dans la région de Québec.

Lors de l'assemblée générale de la fondation communautaire, le ministre de la Solidarité sociale, André Boisclair, a annoncé une subvention de 300 000 \$ pour la création du fonds René-Lévesque. Les revenus de ce fonds seront un soutien aux frais d'exploitation de la fondation de Québec. Ces frais se sont élevés à 48 212 \$ l'an dernier.

Les fondations communautaires du Canada sont regroupées en une association qui veut souligner le passage à l'an 2000. Des subventions à cette fin sont accessibles. Un catalogue d'idées contient une foule de suggestions d'activités, mais tout autre projet sera considéré, mentionne Jérôme Pelletier, directeur général de la fondation.

Victime de Capucin

Un des nombreux individus arrêtés au cours de l'importante opération Capucin conclue en novembre dernier par la GRC vient à son tour de recevoir sa sentence. Il s'agit de Michel Bellavance, un citoyen de 51 ans de Sainte-Foy, qui a été condamné à trois ans de pénitencier pour avoir comploté avec Michel Perreault afin de faire le trafic de cocaïne. R.H.

Voleur d'autos à l'ombre

Un des membres de l'imposant réseau de voleurs d'automobiles démantelé en novembre, Pascal Thivierge, 25 ans, de Vanier, a écopé 34 mois de pénitencier. Voleur d'automobiles sur commande, Thivierge se trouvait en maison de transition au moment de son arrestation, après avoir purgé une peine de 29 mois pour des vols, des recels et la pos-

session d'outils de cambriolage. Le réseau dont il faisait partie alimentait plusieurs garages de la région. R.H.

AGRESSION SEXUELLE L'enseignant libéré

Claude-Éric Stevens, l'enseignant de 29 ans accusé le 16 avril sous 12 chefs d'agression sexuelle (attouchements) à l'endroit de neuf personnes alors qu'il se trouvait en situation d'autorité, a été libéré hier, au palais de justice de Percé. Il a accepté de déposer 2000 \$ et s'est engagé à garder la paix, à demeurer à l'extérieur du district judiciaire de Gaspé, à y revenir seulement 24 heures avant ses prochaines comparutions et à aviser la SQ de ses déplacements. Il devra en outre s'abstenir de communiquer avec une vingtaine de personnes. Sa prochaine comparution a été fixée au 10 mai. Les conditions de sa libération prévaudront jusqu'à la fin des procédures. G.G.

NEW CARLISLE Comparution de McAlpine, le présumé meurtrier du curé Leblanc

Sydney McAlpine, 19 ans, accusé du meurtre sans préméditation du curé de Bonaventure, Laurent Leblanc, a comparu brièvement au palais de justice de New Carlisle lundi et il reviendra devant le tribunal le 28 mai pour la conférence préparatoire, un stade de procédures qui vise, pour la poursuite et la défense, à échanger l'information en prévision du procès. La poursuite est représentée par M^e Jules Berthelot et la défense, par M^e Richard Lavigne. McAlpine a été arrêté en août à North Bay en Ontario, quatre semaines après le meurtre du curé, présumé survenu le 17 juillet 1998. Le corps de Laurent Leblanc avait été retrouvé à Ristigouche-sud-est, 115 kilomètres à l'ouest de Bonaventure. G.G.



**C'est la saison
des Supersport**

**Venez constater l'évolution de la passion
Ducati chez votre marchand Ducati**

Supersport 750 **13 200\$**
Supersport 900 **15 795\$**

Atelier Mécanique
TREMBLAY ENR

Non Service
tél.: 522-8423
fax: 524-0944
582, de la Salle, Québec G1K 2T8



RRRIEN À PAYER

FAITES RRRROULER le pneu chanceux Goodyear...

... et courez la chance de **GAGNER VOTRE ACHAT** de pneus ou de services mécaniques

Une chance de gagner à chaque succursale de pneus Auclair **GOODYEAR SELECT**

AUSSI: une chance de gagner

- Une magnifique veste de cuir
- 25% de votre achat*
- 35% de votre achat*
- 500 milles de récompense AIR MILES**
- Un forfait printanier
- Deux crayons Goodyear
- Un polo et une casquette Goodyear
- Des milles de récompense AIR MILES** en prix instantanés**

* Le concours se termine le 12 juin 1999 à midi. Courez la chance de participer au tirage du remboursement de votre achat. Achat maximum remboursé: 5000, 50%, 2500 maximum, 25%, 1250 maximum.

** Prix instantanés: sous réserve d'une bonne réponse à la question d'habileté. Aucun achat requis. Détails en magasin.

Montage compris **GOODYEAR SELECT** **AUTOPNEU AUCLAIR**

639, Clémenceau, Beauport 661-1212
385, Lavoie, Vanier 683-1010
3755, boul. Hamel, Les Saules 871-6740
155, Président-Kennedy, Lévis 833-3282

du 1^{er} mars au 2 mai 1999

ENTREPOSEZ

votre manteau chez Laliberté

et gagnez une des 4 GRANDES TOURNÉES GASTRONOMIQUES



**LA TOURNÉE:
8 REPAS POUR
DEUX PERSONNES**
(valeur de 800\$)

L'Ancêtre
Le Bistango
Le Café de la Paix
La Closerie
La Fenouillère
Le Louis-Hébert
Le Saint Amour
La Tanière

• 132 ANS D'EXPÉRIENCE dans le domaine de la fourrure.
• CARTE «OR» remise en cadeau avec chaque entreposage.
• ATELIER DE FOURRURE SUR PLACE Confection, remodelage et réparation. Nettoyage et lustrage des fourrures.
• ESTIMATION GRATUITE des réparations.
• ASSURANCE **B**
• 2 HEURES DE STATIONNEMENT GRATUIT

Règlements du concours en magasin.

DÉPOSEZ CE COUPON CHEZ LALIBERTÉ

La Grande Tournée Gastronomique

Date: _____

Nom: _____

Adresse: _____

Ville: _____ Code postal: _____

Tél. bur.: _____ Rés.: _____

MAIL CENTRE-VILLE 525-4841

Place Cartier • Place Jean-Lesage • Hôtel Ramada
Cinéma Odeon • Auto-Par: P.M.S.

Sautez sur l'occasion



Nous payons la TPS pour vous

CLASSIQUE
1215, boul. Charest O., Québec, 681-0171

CONTEMPORAIN
18, rue Couclette, Québec, 681-0171

LA GALERIE DU MEUBLE

DÉCORATION INTÉRIEURE

www.lagaleriesdumeuble.com
1 800 463-2277

ROCHE BOBOIS
9, rue Courcelle, Québec, 681-4101

RIVE-SUD
170, rue Kennedy, Lévis, 838-9982

Heures d'ouverture: Lundi au mercredi 9h à 17h30, Jeudi et vendredi 9h à 21h, Samedi 9h à 17h, Dimanche 12h à 17h.

* Avril 2000
Conditionnel à l'approbation du crédit. Acompte 10%
Conditions en magasin.

LE QUÉBEC LE CANADA

GARDERIES

Léger gagne du temps

GILBERT LEDUC
Le Soleil

QUÉBEC—La grève générale illimitée prévue ce matin dans les garderies est annulée. Les 2900 travailleuses en garderie syndiquées à la CSN ont décidé d'enterrer la hache de guerre à la suite de la décision de la ministre déléguée à la Famille et à l'Enfance, Nicole Léger, de créer un groupe de travail qui lui fera des recommandations d'ici le 21 mai sur les revendications des syndiquées.

Si la CSN a suspendu son moyen de pression, la CEQ a décidé de maintenir la pression sur le gouvernement. Ainsi, les 750 intervenantes en garderie et en milieu familial membres de la Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec vont débrayer, comme prévu, aujourd'hui dans le cadre d'un arrêt de travail de 24 heures.

Tout en applaudissant la décision de la ministre, la présidente de la CEQ, Lorraine Pagé a souligné que la centrale «allait maintenir la pression afin de s'assurer que des solutions durables se concrétisent».

En conférence de presse, Nicole Léger a affirmé hier qu'elle n'essayait pas de gagner du temps en créant ce groupe de travail qui réunira des travailleuses, des parents administrateurs de garderie et des représentants de son ministère. «Je réponds à ce que le milieu me demandait depuis quelque temps».

Le groupe de travail devra faire des recommandations au sujet du redressement salarial des employés syndiqués ou non des garderies, de l'établissement d'un régime de retraite et de l'application de la Loi sur l'équité salariale. Mme Léger s'attend à recevoir des recommandations qui susciteront l'unanimité de la part des membres du groupe de travail. «Sinon, je trancherai», a précisé la ministre en soulignant qu'elle allait poursuivre les travaux avec le Conseil du trésor afin d'établir une formule de redressement salarial.

À la CSN, on pouvait presque dire que nous voulions: une table de négociation», se réjouissait Émilie Castro, présidente du Syndicat des garderies de la région de Québec-Chaudière-Appalaches.

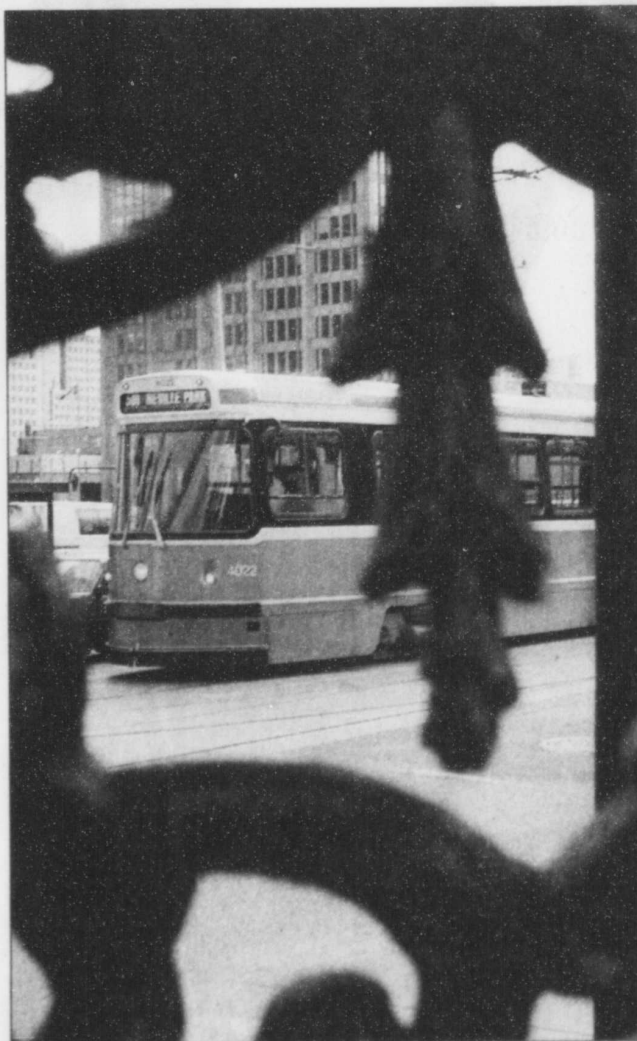
Du côté des employeurs, représentés par la Concertation inter-régionale des centres de la petite enfance du Québec (CIRPEQ) et la Fédération des centres de la petite enfance, l'annonce de la ministre Léger est une bonne nouvelle.

Les conseils d'administration des garderies, qui sont formés majoritairement de parents, croient d'emblée à la nécessité d'un redressement des conditions de travail de leurs employés.

Toutefois, compte tenu que le gouvernement, par sa politique des places à 5\$, est devenu le principal bailleur de fonds des garderies, les conseils d'administration tiennent à demeurer les seuls employeurs du personnel des garderies.

Ils tiennent à préserver leur autonomie dans l'organisation des services afin de répondre aux besoins des parents dans chacune des garderies. «Il ne faudrait pas s'enfermer dans une réglementation au niveau du financement qui ferait en sorte qu'il n'y aurait plus de marge de manoeuvre localement pour les parents-administrateurs», déclare Mario Régis, président de la CIRPEQ. «Il ne faudrait pas tuer l'originalité du modèle québécois qui s'est développé grâce à une belle collaboration entre les parents-administrateurs et le personnel des centres de la petite enfance».

De retour



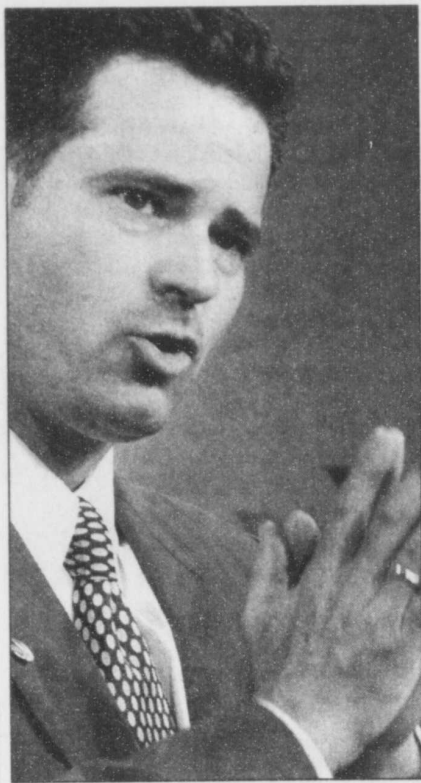
Métro, autobus et tramways circulaient de nouveau normalement à Toronto hier. Après deux jours de grève et de congestion routière, une entente de principe a été conclue à 5h30 hier matin entre la Commission de transport de Toronto et ses 7800 employés. À compter du 1^{er} avril, les travailleurs auront droit à une augmentation salariale d'au moins 2% par an, pour trois ans, soit ce que la commission de transport offrait initialement. Toute hausse additionnelle sera décidée par un arbitre, mais sera limitée à un maximum de 3%, soit ce que le syndicat réclamait. Une courte grève qui aura néanmoins fourni aux partis politiques une occasion en or de marquer des points à la veille d'une campagne électorale.

«Coulage» au Revenu

Liste de noms transmise à une firme privée

MICHEL CORBEIL
Le Soleil

■ QUÉBEC—Le ministère québécois du Revenu a transmis à des chercheurs de l'université Laval et à une firme de sondage une liste de noms de citoyens devant payer ou recevoir des pensions alimentaires.



Le député libéral Roch Cholette juge qu'il s'agit des «détails les plus intimes de la vie privée».

C'est ce qu'a révélé, hier, à l'Assemblée nationale, le député libéral Roch Cholette. Pendant que la ministre Rita Dionne-Marsolais invoquait que tous étaient astreints au serment de confidentialité, M. Cholette a dénoncé un procédé qu'il assimile à un «coulage» d'informations confidentielles à une firme privée. Le député de Hull a rendu publique une note de service, datée du 1^{er} avril. Revenu Québec y précise avoir recruté des chercheurs pour évaluer son programme de perception alimentaire. Le ministre souligne que «tous ont signé un formulaire de déclaration de discrétion» et sont soumis à la règle de confidentialité du Revenu.

La maison de sondage SOM doit recueillir l'opinion d'ex-couples assujettis au programme de perception alimentaire, mis sur pied en 1995, et de ceux qui ne le sont pas, étant sous le coup d'une ordonnance pour verser cette aide, antérieure à 1995. Selon la directive, les sondeurs omettent volontairement d'associer le nom du ministère à l'étude: les «chercheurs avaient peur que les réponses soient censurées», certaines questions ayant trait au montant des pensions et au fait qu'elles soient au «noir».

Le député libéral s'est élevé contre le fait que les chercheurs se soient vu remettre des données comprenant les noms de citoyens, leurs numéros de téléphone, leur état civil et leur inscription possible au programme. «On ne peut tolérer que la ministre accepte de transmettre à une firme privée des renseignements concernant les détails les plus intimes de la vie privée», a-t-il dit en récla-

mant la démission de Mme Dionne-Marsolais.

«C'est une violation fondamentale de la vie privée des gens, a-t-il plaidé devant les journalistes. Ce qu'il y a de scandaleux est qu'on donne des informations nominatives. Des renseignements personnels, privés, confidentiels, transmis à une entreprise privée, SOM Inc. C'est inacceptable, ni moralement, ni selon la loi.»

En point de presse, la ministre du Revenu s'est dite convaincue que le procédé est parfaitement légal et sans danger aucun pour les citoyens concernés. «Selon notre contentieux, nous pouvons donner cette information parce qu'il est prévu dans la loi que le ministère rende des comptes au gouvernement. La recherche et le sondage s'inscrivent dans ce cadre.»

«Chaque personne a signé une déclaration de confidentialité, a-t-elle ajouté. Pour faire évaluation, nous avons pensé préférable d'utiliser un tiers, spécialisé en évaluation de programme.»

Le système de pensions alimentaires a fait l'objet de critiques très vives de la part du Vérificateur général et du Protecteur du citoyen. Mme Dionne-Marsolais a précisé que la recherche ne vise pas à corriger les lacunes soulevées, mais à faire un bilan global du programme, cinq ans après sa mise en oeuvre, comme l'y oblige la loi.

La Commission d'accès à l'information a donné raison à la ministre. Selon un porte-parole, un article de la loi sur la protection des renseignements personnels permet qu'ils soient transmis, sous le couvert de la confidentialité, à un tiers sans le consentement de la personne concernée, si cela est fait «dans l'exercice d'un mandat confié par l'organisme public».

Le programme rejoint plus de 50 000 familles. Le pourcentage de personnes qui versent volontairement une pension est passé de 45% à 74%, depuis l'adoption de la législation, rapporte le ministère.

FARDEAU FISCAL DES QUÉBÉCOIS

«Presque intolérable»... jusqu'en l'an 2000

PIERRE APRIL
Presse canadienne

QUÉBEC—Tout en admettant que le fardeau fiscal des contribuables québécois est «presque intolérable», le premier ministre Lucien Bouchard a déclaré hier qu'il n'avait pas l'intention de présenter un budget spécial pour corriger la situation, comme le souhaitait le chef de l'opposition, Jean Charest.

En Chambre, le chef libéral a rappelé au premier ministre ses engagements de baisser les impôts et ses récents propos laissant entendre la nécessité d'agir pour améliorer la situation des contribuables. «Puisqu'il a manifesté, la semaine dernière, son intention d'agir, le premier ministre peut-il nous dire s'il est prêt à aller jusqu'à déposer à l'Assemblée nationale un budget spécial pour corriger cette injustice qu'on impose aux Québécois?»

M. Bouchard a répondu que son gouvernement est tout à fait conscient de la situation fiscale des Québécois. Il s'est toutefois empressé d'ajouter qu'il faudra quand même attendre jusqu'en juillet de l'an 2000 pour voir la prochaine baisse des impôts, comme le prévoit d'ailleurs le dernier budget du ministre des Finances Bernard Landry.

«Nous avons été les premiers à déplorer la situation faite aux contribuables et à signaler que certaines décisions prises dans le passé font peser sur les épaules de nos contribuables une fardeau presque intolérable, a dit M. Bouchard.

«Nous avons annoncé, récemment, a-t-il poursuivi, qu'il y aurait en juillet de l'an 2000 une réduction des impôts de 400 millions \$ et que nous avons comme projet et comme engagement d'aller plus loin.»

Le chef de l'opposition est revenu à la charge en exigeant que quelque chose soit fait rapidement, au moins, pour corriger ce qu'on appelle depuis quelques temps «les aberrations du système fiscal». «J'aimerais savoir, a demandé M. Charest, ce que le premier ministre a l'intention de faire aujourd'hui pour corriger cette injustice.»

«Il n'y a personne qui peut nier que le fardeau fiscal des Québécois est excessif, a répliqué M. Bouchard. Nous avons commencé à y travailler en éliminant le déficit qui faisait croître le niveau des dettes. L'engagement du gouvernement, le premier qui a réussi en 40 ans à supprimer un déficit au Québec, c'est maintenant de baisser les impôts, et nous le tiendrons cet engagement.»

Tout comme le premier ministre, le président du Conseil du trésor Jacques Léonard a expliqué que ce qui peut sembler intolérable dans le calcul des impôts est causé par la générosité des programmes sociaux qui cessent d'être fournis lorsqu'un contribuable voit son salaire augmenter au-delà d'une certaine échelle. «Effectivement, il y a des moments où il y a des difficultés. Ce genre d'inconvénient est commun dans tous les pays occidentaux qui ont des programmes sociaux. Tout le monde fait de son mieux pour réduire ces inconvénients. Il y a malheureusement une perte d'avantages sociaux à partir du moment où vous passez au marché du travail.»



Claudette Carboneau, Lorraine Pagé et Henri Massé

La CSN et la CEQ s'affrontent

Nouvelle discorde sur l'utilisation des surplus du fonds de retraite

GILBERT LEDUC
Le Soleil

QUÉBEC—Le Front commun CEQ-CSN-FTQ éprouve des difficultés à harmoniser sa demande sur l'utilisation du surplus de 3,2 milliards \$ du régime de retraite des employés du gouvernement. La CSN menace même de faire faux bond à ses deux partenaires et de déposer ses demandes au Conseil du trésor.

Demain, les représentants des trois centrales doivent se rencontrer pour tenter d'harmoniser leur position respective. S'il faut en croire les porte-parole des trois organisations, tous les espoirs sont encore permis pour que l'on en arrive à un terrain d'entente.

La CEQ, la CSN et la FTQ s'entendent sur le fait que le surplus doit servir à bonifier le régime de retraite. On est aussi d'accord pour utiliser une partie du surplus pour indexer les rentes de retraite. Dans la ronde des décrets de 1982, le gouvernement avait aboli le principe de la pleine indexation des rentes pour imposer la formule de l'IPC moins 3%. Compte tenu que l'indice des coûts de la vie a rarement dépassé le cap du 3%, les rentes n'ont pratiquement pas augmenté.

Le Front commun estime également qu'il convient de corriger la situation des travailleurs qui ont pris leur retraite depuis 1982. Or, les centrales syndicales n'arrivent pas à s'entendre sur les modalités qui vont permettre l'indexation de rentes des retraités.

La CEQ et la FTQ n'ont pas caché leur étonnement à la suite de la diffusion, par la CSN, d'un Info-négo destiné à ses membres dans lequel elle affirme «qu'un fossé demeure entre les revendications portées par chacune des organisations» et «que la CEQ et la FTQ insistent pour que la mesure (d'indexation) ne s'adresse qu'aux personnes toujours à l'emploi et uniquement pour les années travaillées dans le futur».

«La CSN avance des choses qui ne sont pas du tout conformes à la réalité», commente la présidente de la CEQ, Sor-

raine Pagé. Rappelons que les relations entre les deux centrales ne sont pas au beau fixe depuis que la CSN a critiqué la démarche entreprise par la CEQ pour régler l'équité salariale.

À la FTQ, le coordonnateur à la négociation, Gilles Giguère, explique que son organisation est d'accord pour corriger les rentes des retraités. «Il reste toutefois des détails à régler. Il faut avoir la certitude que la formule que nous proposerons sera équitable pour tous les retraités». Il signale que tous les retraités ne sont pas dans la même situation: certains vivent de maigres rentes alors que d'autres, notamment ceux qui ont bénéficié de bonifications de leur rente en 1997 pour quitter le secteur public, s'en tirent un peu mieux.

«À la CEQ, nous ne sommes pas en désaccord avec le fait qu'il y ait un correctif qui soit apporté à la rente des personnes qui ont pris leur retraite depuis 1982», indique Lorraine Pagé. «Nous ne nous entendons pas sur les modalités. Il ne faut pas oublier que les personnes qui sont responsables de la viabilité du régime sont les personnes qui cotisent au régime et non pas celles qui sont à la retraite. Si, une année, le régime devenait déficitaire, on n'ira pas demander aux retraités de cotiser de nouveau. Nous voulons donc nous assurer que l'on n'affectera pas la viabilité du régime en améliorant les rentes des personnes qui sont à la retraite depuis 1982.»

À la CSN, la v.-p. Claudette Carboneau mentionne que le litige repose sur le fait que «tout le monde ne veut pas mettre la même proportion du surplus à l'amélioration de la retraite. S'il y a un redressement pour les personnes qui sont actives et qui a un effet rétroactif depuis 1982, il serait équitable de le faire aussi pour ceux qui sont retraités dans la proportion du temps où elles ont été au travail entre 1982 et le moment de leur départ», explique Mme Carboneau en rappelant qu'il s'agit de la position des instances de la CSN et «que c'est sur cette base-là que nous allons reprendre le débat avec nos deux partenaires».

RELATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS

Mulroney accuse
les libéraux de
laisser-aller

OTTAWA (PC) — L'ex-premier ministre conservateur Brian Mulroney accuse le gouvernement libéral de compromettre les emplois et les investissements au Canada par sa mauvaise gestion des relations bilatérales complexes avec les États-Unis.

M. Mulroney s'est dit préoccupé, mardi, des fréquents accrochages avec Washington sur une série de questions, et de l'apparent manque de volonté du premier ministre Jean Chrétien de résoudre les disputes au plus haut niveau, rapporte le *National Post* dans son édition d'hier.

Les Américains menacent de déclencher une coûteuse guerre commerciale en réplique à la politique canadienne sur les magazines et viennent de retirer le statut d'entreprises les plus favorisées aux sociétés canadiennes sollicitant des contrats dans les domaines de la défense, de l'aéronautique et des satellites, un marché évalué à 5 milliards \$ par an.

Lorsqu'il était premier ministre, M. Mulroney dit qu'il accordait priorité aux relations avec les États-Unis, qui ont contribué à concrétiser des mesures comme le pacte canado-américain de libre-échange, l'Accord de libre-échange nord-américain, un traité sur les pluies acides et pavé la voie à la déréglementation du transport aérien.

M. Mulroney, auquel on attribue la restauration des relations du Canada avec Washington, détériorées à la suite des politiques nationalistes favorisées par le gouvernement libéral de Pierre Trudeau, blâme M. Chrétien pour avoir laissé les relations canado-américaines se détériorer.

Pendant ses neuf ans au pouvoir, M. Mulroney dit qu'il a noué des liens étroits avec Ronald Reagan et George Bush, mais aussi avec des leaders du Congrès américain. Des sénateurs américains influents comme George Mitchell et Bob Dole étaient invités à Ottawa pour des rencontres informelles,

et des réunions annuelles avaient lieu avec les présidents américains dans les deux capitales.

Des ministres canadiens importants tenaient aussi des réunions trimestrielles avec leurs homologues américains, pour régler les différends avant que ceux-ci ne dégénèrent en affrontements publics, susceptibles de conduire à des représailles commerciales.

Quatre-vingts pour cent de notre commerce se fait avec les États-Unis, rappelle M. Mulroney, qui ajoute qu'il est dans l'intérêt du Canada de pouvoir exercer une influence sur des politiques qui affectent ce commerce.

M. Mulroney ajoute que le premier ministre aime jouer au golf avec Bill Clinton, mais ne manifeste apparemment guère d'intérêt pour les graves litiges commerciaux qui concernent le Canada. « Il faut travailler là-dessus de façon régulière si on veut avoir des résultats significatifs. Si on veut être un passant dont la seule réalisation est de dire que « j'ai joué au golf avec le président », je dois lui reconnaître cela: aucun premier ministre dans l'histoire n'a été aussi proche d'un président que M. Chrétien tout en retirant aussi peu de résultats concrets. »

Décochant une flèche en direction de la ministre du Patrimoine, Sheila Copps, M. Mulroney affirme que certains ministres libéraux sont plus intéressés à plaire aux éditorialistes du *Toronto Star* « en dénigrant les Américains ». M^{me} Copps s'en est prise aux Américains pour les représailles qu'ils menacent d'exercer dans la guerre contre sa loi sur les éditions canadiennes de magazines américains.

La semaine dernière, les États-Unis ont annulé l'exemption spéciale à l'exportation dont jouissaient les entreprises canadiennes dans les secteurs de la défense, de l'aéronautique et des satellites, même si des fonctionnaires du ministre Axworthy, négociaient pour tenter de résoudre le litige.

INDUSTRIE DES CRUSTACÉS MENACÉE

Les pêcheurs remettent en cause
la compétence du Vérificateur général

HALIFAX (PC) — Les pêcheurs de la côte Est ne prennent pas au sérieux le rapport du Vérificateur général voulant que l'industrie des crustacés soit menacée.

« Le Vérificateur général devrait s'en tenir aux chiffres, affirme Earle McCurdy, président du syndicat Fish, Food and Allied Workers, à Saint-Jean de Terre-Neuve. Ils se permettent de faire des déclarations à l'emporte-pièce mais en ce qui me concerne, ils n'ont pas l'expertise dans ce domaine — le rapport ne cite aucune recherche scientifique ou autre. Franchement, je n'ai pas l'impression qu'ils savent de quoi ils parlent. »

Dans son rapport publié mardi, le Vérificateur général du Canada, Denis Desautels, avertissait les provinces atlantiques que les stocks de crustacés pourraient s'effondrer, comme ce fut le cas pour le poisson de fond dans le passé, si Ottawa n'améliorait pas ses méthodes d'administration de la ressource.

Pour les diverses organisations de pêcheurs du Canada atlantique, on ne peut comparer la pêche aux crustacés à celle de la morue, qui a dû être fermée en 1992 à cause de la presque disparition de cette espèce.

« L'administration de la réserve de homard connaît beaucoup de succès et rien n'indique que ceux-ci vont disparaître comme le poisson de fond », soutient Mike Belliveau, du Syndicat des pêcheurs des Maritimes.

« La pêche au homard est de loin la plus importante industrie de pêche au pays et nous n'avons pas besoin que quelqu'un vienne la dénigrer », ajoute-t-il.

Un déclin de cette industrie serait un désastre pour des centaines de communautés côtières qui dépendent de cette pêche pour survivre.

Selon des statistiques compilées par le ministère fédéral des Pêches et Océans, l'industrie du crustacé valait près de un milliard \$ en 1998. La pêche au homard compte pour environ 80 % du total. Le reste est composé de coquilles Saint-Jacques, de crabes des neiges et de crevettes.

Un porte-parole du ministère, Jacques Robichaud, estime pour sa part que la réglementation existante contrôlant le type de crustacé pêché et les méthodes de pêche suffisent à assurer la survie de cette ressource.

« Rien
n'indique
que le
homard est
en danger »

AVIS

À tous les propriétaires de
véhicules HYUNDAI

Nous effectuons le travail:

- de garantie
- d'entretien et réparations
- de carrosserie

sur tout véhicule Hyundai

REMORQUAGE 24h - 7 JOURS
SERVICE OUVERT LE SOIR

Ste-Foy
HYUNDAI

2650, Dalton
Parc Colbert
Sainte-Foy

Internet:
www.hyundaiquebec.com

654-9292

Enfin le
printemps!

Pour 4 jours
seulement, nous
vous offrons
UN RABAIS
ÉGAL AU
MONTANT
DES TAXES.

Entrez voir nos toutes
nouvelles collections
exclusives.

Maunéquin

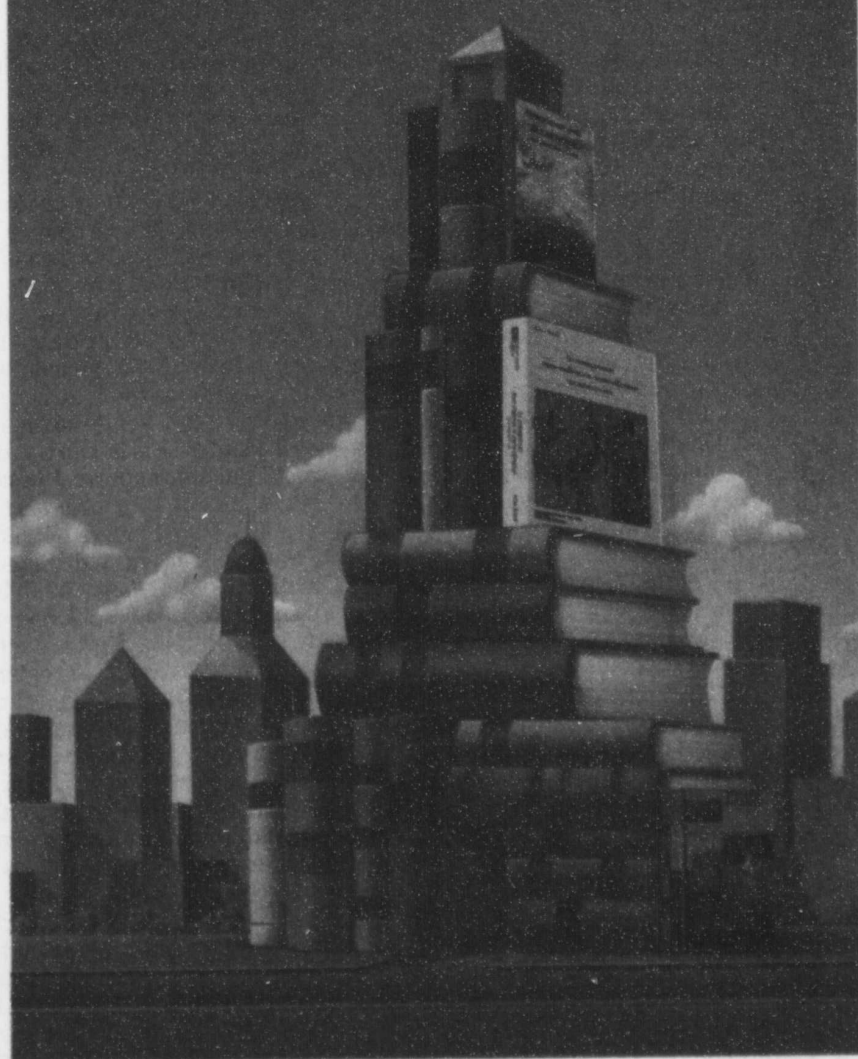
Ouvert le dimanche
de midi à 17h.
Toutes les taxes sont
incluses dans les prix.

PLAGE DE LA CITÉ
2600, boul. Laurier, Sainte-Foy
669-4798

MILIEUX

nous avons changé le monde

en changeant le monde de l'impression.



Impressions WHT imprime, relie et publie des livres sur demande avec une qualité comparable à celle de l'impression en offset. Comment? Grâce au système intégré de publication de livres de Xerox, qui permet de numériser, d'imprimer, de relier et de tracer en noir et blanc et en couleurs. Impressions WHT est en mesure d'entreposer électroniquement des livres dont l'édition est épuisée ainsi que des livres et manuels imprimés sur demande juste-à-temps, et ce, efficacement, économiquement et en respectant les échéances établies par les éditeurs et les imprimeurs.

Le monde de l'impression est en mutation. Impressions WHT, de Montréal, est aux premières loges de cette révolution de l'impression numérique. En partenariat avec Xerox, elle a en effet mis au point une solution numérique de Publication sur demandeSM qui permet la réimpression de livres et réduit considérablement les coûts d'entreposage.

Impression numérique sur demande de courts tirages

Xerox est le chef de file de réputation internationale en matière de solutions d'impression numérique. Et aujourd'hui, tous vos documents peuvent être adaptés aux exigences de votre entreprise et de vos clients : publications personnalisées, graphiques couleur grand format, courts tirages de documents numériques couleur, Impression sur demandeSM, matériel de commercialisation personnalisé, gestion des connaissances et impression de données variables.

Venez voir le monde numérique



Vous pourrez voir la révolution numérique à l'œuvre, illustrée notamment par des études de cas en direct, à l'occasion de l'événement DocuWorld. Tout ce que vous devez savoir à ce sujet se trouve sur le Web, à l'adresse www.docuworld.com

Un appel suffit pour changer le monde!



Composez le 1 800 275-XEROX (1 800 275-9376), poste 1130, pour obtenir notre publication gratuite d'études de cas réels en matière de révolution de l'impression numérique. Nous sommes prêts à partager nos connaissances avec vous, car il s'agit du plus important changement à toucher le monde de l'impression depuis Gutenberg.

LES
GENS DE
DOCUMENTS
XEROX

PENSIONNAIRES DE CENTRES D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE

Finis les frais de lavage et de lingerie, statue la cour

ROLLANDE PARENT
Presse canadienne

MONTRÉAL — Les pensionnaires des centres d'hébergement et de soins de longue durée du Québec n'ont pas à payer pour les frais de lavage et d'entretien de leur lingerie personnelle, vient de trancher la cour d'appel du Québec.

Ce jugement de la cour d'appel vise strictement les centres montréalais d'hébergement et de soins de longue durée Saint-Augustin, Mont-Royal, Le Cardinal, Sainte-Monique et Champlain-Marie-Victorin mais il vient don-

ner tout un coup de pouce au recours collectif entrepris contre d'autres centres.

M^{re} Paul G. Brunet, directeur général du Conseil pour la protection des malades, estime que près de la moitié des 400 établissements de santé privés et publics au Québec imposent des frais pour ce service à leurs pensionnaires, des frais totalisant environ 40\$ à 50\$ par mois.

Près de 40 000 personnes vivent dans ces établissements d'hébergement et de soins de longue durée, a dit M. Brunet.

La décision de la cour d'appel renverse une décision de la cour supérieure du

Québec qui avait donné raison aux établissements qui soutenaient qu'ils n'étaient pas tenus de fournir ce service à leurs frais.

«La lecture des conventions de financement, des documents pertinents auxquels ces conventions réfèrent et de la Loi sur les services de santé et les services sociaux me convainc non seulement que (les cinq établissements en cause) se sont engagés à fournir à leurs usagers le service de lavage et d'entretien normal de leurs vêtements personnels,

mais également qu'elles ont reçu un financement à cette fin, de telle sorte que les usagers n'ont pas à payer quoi que ce soit pour ce service», écrit le juge Jacques Chamberland, au nom également des juges André Brossard et André Forget.

Dans cette affaire, le Curateur public revendiquait que ces établissements fournissent gratuitement le service.

Ce litige opposait depuis plusieurs années des établissements au ministère de la Santé et des Services sociaux, comme le signale le juge.

«Pour le ministère ce service fait partie des services que les établissements doivent fournir à leurs usagers et ils reçoivent déjà du financement à cette fin; pour les établissements, ils n'ont pas à fournir ce service pour lequel ils ne reçoivent aucun financement», résume-t-il.

La cour d'appel rappelle que, de par la loi, «les centres d'hébergement et de soins de longue durée ont pour mission d'offrir à leurs usagers un milieu de vie substitué, ce qui comprend nécessairement un service aussi fondamental que celui du lavage et de l'entretien des vêtements personnels des résidents.»

Obtenez
l'assiette creuse
GRATUITE
à l'achat d'un couvert signé

Royal Doulton



Offre valide jusqu'au 26 juin
sur une sélection de modèles.

Renaud & cie
«L'expérience à votre service»

82, rue Saint-Paul
Québec
692-0122

Heures d'ouverture:
du lundi au vendredi,
9h à 17h
sam., 9h30 à 16h30

355, rue Marais, Vanier
681-1944

Heures d'ouverture:
du lundi au mercredi, 9h30 à 17h • jeudi, vendr., 9h30 à 21h,
sam., 9h30 à 16h30 • dimanche 12h à 16h30
(section domestique seulement)

LA FORMATION CONTINUE...
POUR DÉFIER L'AVENIR!



CERTIFICAT
EN PLANIFICATION
FINANCIÈRE PERSONNELLE

LE SUCCÈS,
UNE QUESTION DE CHOIX...

Inscription
immédiate

- Choisissez le seul programme, offert entièrement à distance, qui intègre le cours synthèse de l'IQPF et ainsi permet l'obtention à la fois d'un diplôme universitaire et du titre de planificateur financier.



Institut québécois de
planification financière

Seul organisme agréé pour établir
les conditions de délivrance des
diplômes de planificateur financier

DISPONIBLE EN VERSION ANGLAISE

RENSEIGNEMENTS : (418) 656-3202



DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA FORMATION CONTINUE
Tél. : (418) 656-3202
ou 1 800 561-0478
Mél. : (418) 656-3192
Mél. : cfp@dgfc.ulaval.ca



LE SAVOIR DU MONDE
PASSE PAR ICI

www.ulaval.ca

FIN DES DÉCRETS DANS LE VÊTEMENT

Baisses de salaire en vue

La CSD dénonce la réforme de la ministre

MARIE CAQUETTE
Le Soleil

QUÉBEC — Plusieurs milliers de couturières, qui gagnent 9\$ à 10\$ l'heure dans les usines québécoises, pourraient se ramasser au salaire minimum (6,90\$ l'heure) d'ici deux ans. Tout dépend de la ministre du Travail, Diane Lemieux, qui veut abolir les décrets qui tracent les conditions de travail d'environ 22 000 employés de l'industrie du vêtement, soit la moitié de l'effectif total de 45 000 personnes qui travaillent dans ce secteur au Québec.

C'est ce qu'affirme François Vaudreuil, président de la Centrale des syndicats démocratiques, qui dénonçait hier le projet de M^{me} Lemieux qui réduira au minimum, selon lui, des conditions de travail déjà peu reluisantes. Elles sont si peu intéressantes, dit-il, que le recrutement est difficile et que les améliorations du taux de chômage entraînent de nombreuses désertions dans les usines.

Le projet ministériel est de mettre au fin aux décrets le 1^{er} janvier 2000, de maintenir les salaires pendant deux ans avant de laisser le marché décider de la suite des événements. Selon la ministre, ce chambardement permettrait la création de 8000 nouveaux emplois.

Très «éclatée» depuis quelques années, l'industrie du vêtement est morcelée en plusieurs milliers d'entreprises, selon M. Vaudreuil. On est à l'ère de la sous-traitance et des micro-entreprises. 60% d'entre elles ont moins de cinq employés. Dans ce milieu très volatil, il y a autant de compagnies qui ont été créées qu'il y en a qui ont disparu entre 1993 et 1997, affirme-t-il.

Le président de la centrale illustre ainsi l'éclatement de cette industrie : une paire de jeans est dessinée dans une entreprise, mise en marché par une autre et confectionnée dans une troisième.

Un milieu qui n'est pas facile à syndiquer. La CSD représente 10% des travailleuses couvertes

par un décret, soit quelque 2500 personnes. 7000 à 8000 employés sont aussi syndiqués avec la FTQ. Fait à noter, les travailleuses du vêtement pour hommes sont syndiqués à plus de 60% tandis que celles fabriquant des vêtements pour dames ne le sont qu'à... 2%! Là où les employés sont syndiqués, les gains sont plus élevés d'environ 3\$ l'heure.

Les conditions de travail de la majorité des employés sous décret non syndiqués sont définies par des comités paritaires patrons-employés, créés par une loi en 1934. Ces comités concluent des ententes pour les cinq secteurs d'activités de l'industrie du vêtement, le vêtement pour dames, le vêtement pour hommes, le gant de cuir, la chemise et le jeans.

Bien que cette industrie ne soit pas très forte dans la région de Québec, plutôt réputée pour la confection de chaussures, on y trouve tout de même quelques usines fabriquant des gants de cuir à Loretteville, des pantalons et uniformes de travail pour hommes et des vêtements sportifs. C'est dans les régions de Montréal, des Bois-Francs, de l'Estrie et de la Beauce que cette industrie est présente de façon plus marquée. Selon la CSD, le Québec a fait sa niche dans le vêtement haut de gamme et le vêtement spécialisé (maillot de bain, vêtements de sport, etc).

Depuis environ dix ans, plusieurs employeurs du secteur du vêtement réclament l'abolition des décrets pour régler certains problèmes comme l'excès de paperasse et le manque de dynamisme, dit M. Vaudreuil. Selon lui, il suffirait d'alléger les tâches administratives exigées par les comités paritaires qui gèrent les décrets pour soulager l'irritation de ces employeurs. Pas besoin d'abolir un régime qui a consacré la concertation entre les employeurs et les travailleurs pour fixer les conditions de travail dans le secteur du vêtement. Le manque de dynamisme de certaines entreprises ne dépend pas non plus de l'existence des décrets, concluait-il.

URGENCES À MONTRÉAL

Encore engorgées

La levée des mesures annoncées en février par la ministre de la Santé, Pauline Marois, pour désengorger les urgences bondées du Québec se fait d'ores et déjà sentir dans les urgences des hôpitaux de Montréal. À tel point que les médecins de l'hôpital Sacré-Coeur ont dû inviter hier la population à ne plus se présenter à leur urgence. Après quelques semaines d'accalmie, la tourmente frappe donc de nouveau les principales urgences de Montréal, où environ 24 patients étaient en attente d'une hospitalisation depuis plus de 48 heures hier. C'est que les mesures temporaires de 20 millions annoncées avec grand bruit par la ministre Marois en février sont arrivées à échéance le 31 mars. Ainsi, quelque 132 lits de courte durée et 156 lits de soins de longue durée, qui avaient été ajoutés grâce à ces budgets, ont été ou seront très bientôt fermés. (PC)

EXAMENS DU MINISTÈRE

Le privé plus fort

Selon un rapport rendu public hier par le ministère de l'Éducation, 90% des 160 000 élèves du quatrième et cinquième secondaire inscrits ont réussi aux examens du ministère pour la session de 1998. C'est le secteur privé, avec un taux de réussite de 94,7%, qui remporte la palme devant le secteur public, qui obtient 82%. La région la plus performante est celle de l'Abitibi-Témiscamingue avec un taux de réussite de 91,2%. Elle est suivie de Chaudière-Appalaches avec 90,9% et des régions de Québec et du Centre-du-Québec avec toutes les deux 90,6%. Dans chacune des 17 régions, c'est encore une fois le secteur privé qui présente les meilleurs résultats, avec des taux de réussite qui oscillent entre 99 et 90,3%. (PC)



Nouveau dg au PLQ

MICHEL CORBEIL
Le Soleil

QUÉBEC—Tout indique que Joël Gauthier, un ancien président des jeunes libéraux, accédera au poste de directeur général du Parti libéral du Québec.

Cette information suggère que Jean Charest, un peu plus d'un an après avoir été élu chef du PLQ, se présentera au conseil général de sa formation, les 29 et 30 mai, à Saint-Hyacinthe, avec une équipe largement renouvelée depuis les élections.

Selon les informations obtenues par LE SOLEIL, il n'y aurait que quelques détails à régler pour que M. Gauthier, un avocat, prenne le poste de commandement. Cette fonction stratégique est sans titulaire permanent depuis que Serge Marcell a quitté pour l'Afrique, au lendemain de la défaite électorale du 30 novembre.

La candidature avancée «passerait bien» auprès des militants et des membres du caucus des députés, suggèrent des sources au PLQ. M. Gauthier n'est certes pas un inconnu au sein du parti: ancien dirigeant de l'ai-

le jeunesse, il occupe, en ce moment, la présidence du comité «animation et organisation» du PLQ.

M. Gauthier était d'ailleurs l'adjoint de l'organisateur en chef de la dernière campagne, Pietro Perrino. Ce dernier, un vétéran qui a servi sous Robert Bourassa, Daniel Johnson et Jean Charest, a quitté le PLQ récemment. Il appartiendra au nouveau directeur général de décider s'il occupera lui-même le poste d'organisateur en chef.

Au congrès du mois de mai, l'équipe entourant le chef fera une première sortie officielle depuis la campagne électorale. Pour les militants, ce sera aussi l'occasion de rencontrer Alfred Pilon comme chef de cabinet, poste dont il a hérité au lendemain de l'élection; Denis Roy, devenu, au lendemain de sa défaite comme candidat dans Charlesbourg, conseiller aux affaires parlementaires, responsable notamment de la préparation de la période de questions; et Mario Lavoie, directeur des services de la recherche, un ancien de la commission jeunesse du PLQ, mais aussi un proche de Jean Charest, auprès de qui il a oeuvré comme chercheur, à Ottawa.

PRÉSENCE DES MINORITÉS DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Un premier geste de Québec pour les emplois d'été

Le gouvernement du Québec pose un premier geste pour accroître le nombre de représentants des communautés anglophones, allophones et autochtones dans sa fonction publique. Sur les 4200 étudiants qui seront embauchés par la fonction publique au cours de la saison estivale, on veut en recruter 25% du côté des jeunes allophones, anglophones et autochtones, soit l'équivalent du poids démographique de ces jeunes dans la population québécoise. L'an dernier, les représentants de ces trois communautés composaient à

peine 11% de la main-d'oeuvre étudiante des ministères et des organismes. En conférence de presse, hier, le président du Conseil du trésor, Jacques Léonard, a indiqué qu'il s'agissait d'une première étape vers une augmentation du nombre de fonctionnaires issus des communautés culturelles à l'emploi du gouvernement du Québec. En compagnie du ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Robert Perreault, il devrait bientôt annoncer des mesures pour atteindre cet objectif qui faisait l'objet d'un engagement de la part du premier ministre Lucien Bouchard lors de son dernier discours inaugural. Dans son dernier portrait de l'effectif de la fonction publique québécoise, le Conseil du trésor indiquait que les membres des communautés culturelles (anglophones, allophones et autochtones) composaient seulement 2,2% de l'effectif de la fonction publique. G. L.

L'HYPOTHÈQUE

QUI VOUS FAIT UN CHEQUE

AVEC MON 3%*, JE ME LA COULE DOUCE



À la Banque Laurentienne, si vous contractez ou transférez un prêt hypothécaire, nous vous remettrons instantanément jusqu'à 3% du montant de votre prêt. À vous de décider comment vous vous gâtez. Cette offre se termine le 31 juillet 1999. Pour en savoir plus, passez nous voir à une succursale de la Banque Laurentienne.



**BANQUE
LAURENTIENNE**

1 800 BLC~1846

*Pourcentage de remise applicable au terme fermé de sept (7) ans. La remise en argent est calculée en fonction du montant de votre prêt hypothécaire. Le pourcentage accordé est en fonction du terme choisi. Certaines conditions s'appliquent. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre et est sujette à l'approbation du crédit par la Banque.

BASLER
HOMESWEAR

Pull 231\$
Polo rayé 231\$
Bermuda 312\$
Coloris: vert pâle et saumon

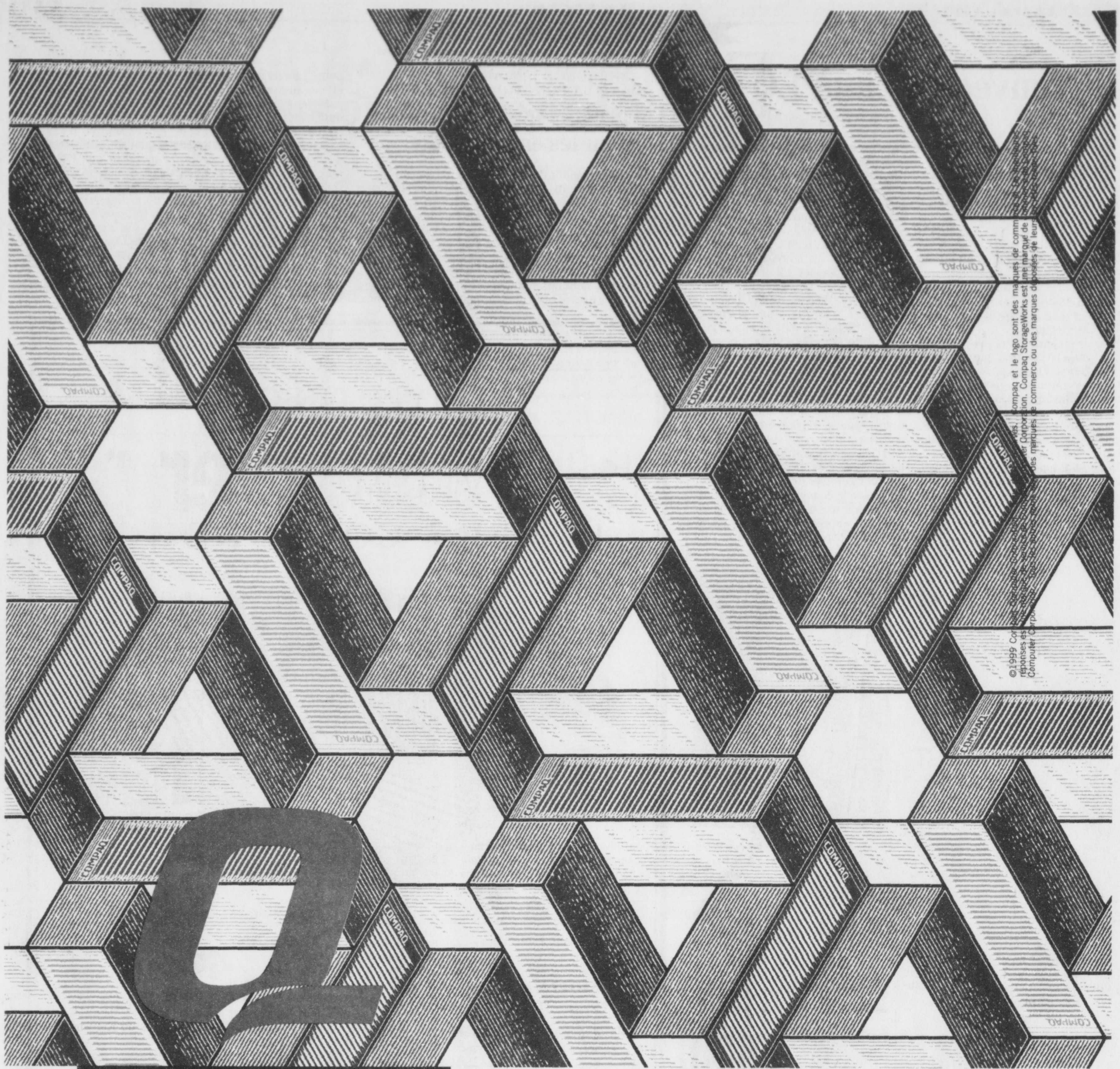
Boutique
Danielle Morali
Ste-Foy 656-9141

30 ans d'expérience, 9 conseillères en mode, 2 couturières à votre service



Le monde s'efface devant ceux qui sont uniques

PLACE
SteFoy



Un système de
stockage peut-il
fonctionner sans
faute, au point
d'être pour ainsi
dire invisible ?

Assurément. Chez Compaq, nous estimons qu'un système de stockage doit être si simple et si souple qu'il se remarque à peine. Voilà pourquoi le système Compaq StorageWorks^{MC} gère l'information sur des plates-formes multiples, transformant en toute transparence vos données

archivées en une ressource souple d'emploi à la grandeur de votre entreprise. Tout cela grâce à une gestion centralisée en un seul lieu. Pourquoi ? Parce que notre architecture fondée sur des normes vous assure la haute disponibilité et la robustesse nécessaires au traitement de données dans tous les secteurs de votre entreprise. Pour savoir comment notre solution de stockage invisible peut visiblement améliorer votre méthode de gestion des données, appelez au 1 800 567-1616 ou visitez le site www.compaq.ca/stockage

COMPAQ De meilleures réponsesSM

LE MONDE

EN BREF

ÉCHECS

Kasparov et Karpov reprennent le duel

Les champions du monde d'échecs russes Gary Kasparov et Anatoly Karpov vont s'affronter pour la première fois depuis trois ans à Francfort, du 29 juin au 2 juillet, ont annoncé hier les organisateurs du *Frankfurt Chess Classics*. Depuis que Kasparov s'est retiré de la Fédération internationale des échecs (FIDE) en 1993 pour créer sa propre ligue, les deux grands maîtres russes et rivaux de toujours ont évité toute rencontre. Les deux hommes se sont affrontés pour la dernière fois en 1996 à Las Palmas, en Espagne. Les champions seront opposés pour la 167^e fois l'un à l'autre, le bilan des rencontres jouant en faveur de Kasparov, qui a gagné 28 fois contre 20 à Karpov et 119 parties nulles. (AFP)

RUSSIE

Second camouflet à Eltsine au Sénat

Les sénateurs russes ont rejeté hier pour la seconde fois la démission du Procureur général du pays Iouri Skouratov, un refus de céder aux pressions de Boris Eltsine qui expose une fois de plus la perte d'autorité du chef de l'État. Soixante-dix-neuf sénateurs ont voté contre la démission de Iouri Skouratov, soixante-et-un pour et quatre bulletins ont été déclarés nuls. C'est la seconde fois en un mois que le Conseil de la Fédération, une assemblée longtemps fidèle au président, refuse d'entériner le limogeage du Procureur, au centre d'un scandale où se mêlent politique, corruption et sexe. En refusant de se soumettre à la volonté du Kremlin, la Chambre haute a rejoint la Douma dans l'offensive menée actuellement contre le chef de l'État, les députés devant se prononcer à la mi-mai sur la destitution de Boris Eltsine. (AFP)

TIMOR ORIENTAL

Négos cruciales à New York

Des pourparlers cruciaux pour l'avenir du Timor oriental entre l'Indonésie et le Portugal ont débuté hier à l'ONU dans un climat d'optimisme. Seize ans après le début des négociations en 1983, les deux pays devaient s'entendre sur un projet de large autonomie et sur les modalités d'un vote qui pourrait conduire à l'indépendance de l'ancienne colonie portugaise annexée en 1976 par Jakarta. Les discussions sous l'égide de l'ONU ont commencé au niveau des hauts fonctionnaires avant les rencontres aujourd'hui et demain des chefs de la diplomatie indonésienne Ali Alatas et portugaise Jaime Gama en présence du secrétaire général de l'ONU Kofi Annan. L'optimisme des négociateurs a été renforcé par l'accord pour mettre fin aux violences signé hier à Dili, chef-lieu du territoire, entre les milices pro-indonésiennes, la résistance est-timoraise et le commandant de l'armée indonésienne. Cette annexion n'a jamais été reconnue par les Nations unies, qui considèrent toujours le Portugal comme l'administrateur du Timor oriental. Le Portugal et l'Indonésie s'étaient mises d'accord le 11 mars à New York sur le principe d'une consultation directe des quelque 800 000 Est-Timorais. (AFP)

FRANCE

Victoire féministe

Des défilés de mannequins vivants présentant de la lingerie féminine dans les vitrines du magasin, situé à deux pas de l'Opéra. Ces défilés, destinés à promouvoir une marque de lingerie, avaient été publicisés dans la presse sous les titres « Coeurs fragiles s'abstenir. Les Galeries Lafayette mettent Paris en émoi ». (AFP)



Des ouvriers mettent les bouchées doubles pour décorer l'auditorium Andrew Mellon, à Washington, où se tient demain le sommet de l'OTAN dans la capitale américaine. C'est dans ce même auditorium qu'a été fondée l'OTAN, il y a 50 ans.



Le drame a éclipsé hier matin dans la presse et l'opinion américaines la guerre au Kosovo, après avoir entraîné une réaction immédiate du président Bill Clinton, qui s'est déclaré « choqué et attristé » et a annulé une visite prévue hier au Texas.

MASSACRE DE LITTLETON La télé serbe accuse Clinton

BELGRADE (AP) — La télévision officielle serbe a estimé hier que le président Bill Clinton avait une part de responsabilité dans la fusillade qui a fait 15 morts dans un lycée de Littleton au Colorado, car sa politique montre que « l'Amérique résoud les problèmes par la force ».

Commentant la nouvelle du massacre, la chaîne gouvernementale a qualifié la fusillade d'« expression des

Curieux tracts au Monténégro

Le mystère reste entier hier sur des tracts diffusés au Monténégro, annonçant la création d'un groupe armé anti-yougoslave ou appelant la minorité croate à espionner pour l'OTAN. Pour certains, il pourrait bien s'agir de tracts rédigés par l'armée fédérale et pouvant servir de prétexte à intervenir militairement contre le régime pro-occidental du président monténégrin Milo Djukanovic.

Un certain « Mouvement de libération du Monténégro » reproche au président Djukanovic de montrer trop de complaisance envers les forces yougoslaves sur son territoire et de laisser celles-ci enrôler de force des Monténégrins. D'autres tracts sont aussi apparus à Boka Kotorska où l'on recense 7% de Croates et qui appellent ces derniers à espionner pour l'OTAN et à œuvrer à la réunification de Boka Kotorska avec la Croatie. Chez les Croates, on assurait hier qu'ils avaient été rédigés par des Serbes pour faire peur aux Croates. (AP)

GUERRE AU SOL EN YUGOSLAVIE

Washington fait un premier pas

WASHINGTON (d'après AFP et AP) - L'OTAN a attaqué hier un symbole du régime de Slobodan Milosevic, le siège du parti au pouvoir situé en plein Belgrade, tandis que Washington a levé le tabou de l'envoi de troupes terrestres au Kosovo en affirmant qu'il pourrait être examiné.

L'OTAN, à la veille du 50^e anniversaire de sa création, a voulu signifier qu'il n'existait pas de « sanctuaire » pour le président yougoslave dans son propre pays, selon le porte-parole de l'Alliance, Jamie Shea.

L'immeuble de 23 étages abritant le siège du Parti socialiste (SPS) a été frappé par des missiles hier matin. L'attaque nocturne ne semblait pas avoir fait de victime, selon des policiers et des secouristes.

Outre le siège du SPS, l'immeuble abritait plusieurs chaînes privées de télévision et de radio très populaires, dont la radio-télévision Kosova, appartenant à la fille du président, Marija, et des sociétés privées.

Un autre pas symbolique a été franchi hier, cette fois à Washington. La Maison-Blanche a dit que les É.-U. sont désormais prêts à réexaminer l'opportunité d'un recours aux forces terrestres au Kosovo.

« Si l'OTAN souhaite et pense qu'il est prudent de procéder à la mise à jour de toute étude (sur un déploiement terrestre), nous serions d'accord », a déclaré le porte-parole Joe Lockhart.

PROCÉDURE RAPIDE

Un réexamen du recours aux troupes terrestres peut être réalisé « assez rapidement », a affirmé de son côté le secrétaire américain à la Défense William Cohen. Il a ajouté toutefois qu'il n'y avait « pas de consensus » au sein de l'OTAN à ce sujet.

Une offensive terrestre est « impossible en ce moment », avait déclaré auparavant le secrétaire général de l'OTAN Javier Solana, « tant que la capacité militaire de la Serbie n'a pas été plus atteinte ».

Mais un porte-parole du premier ministre britannique Tony Blair a déclaré que l'éventualité d'une intervention de troupes terrestres de l'OTAN au Kosovo serait « discutée » lors du sommet des pays de l'Alliance atlantique, demain à Washington.

Les bombardements de l'Alliance, qui entrent dans leur 5^e semaine, se sont aussi concentrés sur le chef-lieu de la Voïvodine, Novi Sad (70 km au nord de Belgrade), où le dernier pont le reliant à la rive droite du Danube a été détruit. La raffinerie de la ville a

aussi été bombardée et un important incendie s'y est déclaré, selon la télévision serbe.

En Albanie, les premiers hélicoptères AH64 Apache sont arrivés sur l'aéroport militaire de Rinas, près de Tirana, apparemment au nombre de six, selon les journalistes sur place, accompagnés par sept hélicoptères d'assaut Blackhawk et deux gros hélicoptères de transport birotor Chinook.

Ces appareils avaient été précédés par plusieurs centaines de parachutistes américains de la 82^e division aéroportée chargés d'accompagner et protéger ce déploiement.

Le Pentagone a annoncé qu'une douzaine d'Apache, capables de pilonner des blindés avec des missiles guidés par laser, devaient arriver en Albanie hier, et une douzaine d'autres aujourd'hui.

RÉFUGIÉS

4500 réfugiés attendaient par ailleurs hier d'entrer en Macédoine autour de Malino (près de Kumanovo) et 5000, après avoir attendu dans le no man's land près de Lojane, sont entrés la veille dans le pays, selon la police.

Un responsable gouvernemental américain a déclaré que les É.-U. sont prêts à accepter jusqu'à 20 000 réfugiés kosovars sur leur sol. « Ils seront accueillis sur le territoire continental américain », a-t-il ajouté. Il a précisé que les plans précédents, prévoyant d'envoyer les réfugiés sur la base navale américaine de Guantanamo à Cuba avaient été abandonnés.

Selon le HCR, le nombre total de réfugiés du Kosovo depuis mars 1998 s'élève à environ 710 000.

Sur le plan diplomatique, le représentant spécial du président russe pour la Yougoslavie, Viktor Tchernomyrdine, a annoncé qu'il se rendrait à Belgrade aujourd'hui.

Un sommet des chefs d'État et de gouvernement des 19 pays membres de l'OTAN et de 7 pays voisins de la République fédérale de Yougoslavie consacré au Kosovo aura lieu dimanche matin à Washington.

À Bruxelles, les ambassadeurs permanents des Quinze sont tombés d'accord pour interdire la vente et la fourniture de pétrole à la RFY.

Le Canada suivra, dit Jean Chrétien

OTTAWA (PC) — Si la situation l'exige, le Canada enverra des troupes au sol dans les Balkans.

Tout en privilégiant la poursuite des frappes aériennes, le Canada ne s'opposera pas à l'envoi de troupes terrestres dans les Balkans si les pays membres de l'Alliance en décident ainsi, a répété hier le premier ministre Jean Chrétien à la veille de son départ pour la réunion des chefs de gouvernement de l'OTAN à Washington.

« Nous faisons partie d'une équipe de 19 pays qui ont décidé que la meilleure façon de faire face à la Yougoslavie à ce moment, c'est de lancer des frappes aériennes. C'est ce qui se passe. Les frappes aériennes continueront pendant un certain temps. Si un jour il y a un besoin d'envoyer des troupes, nous le ferons de concert avec les autres. Je l'ai dit hier (mardi). Nous ne serons pas de ceux qui ne feront pas partie de l'équipe. »

Cet aveu fait la veille par M. Chrétien sur les ondes de Radio-Canada a pris l'opposition par surprise. Le gouvernement avait toujours parlé de l'envoi de troupes de maintien de la paix au lendemain d'un accord de paix. La

présence de troupes terrestres sans accord de paix demeurait « hypothétique », avait-il dit à maintes reprises.

Bien que des hauts fonctionnaires expliquaient hier qu'on ne s'attendait à aucune décision en fin de semaine à Washington au sujet de l'envoi de troupes terrestres, M. Chrétien n'a pas caché que cette question sera sur la table.

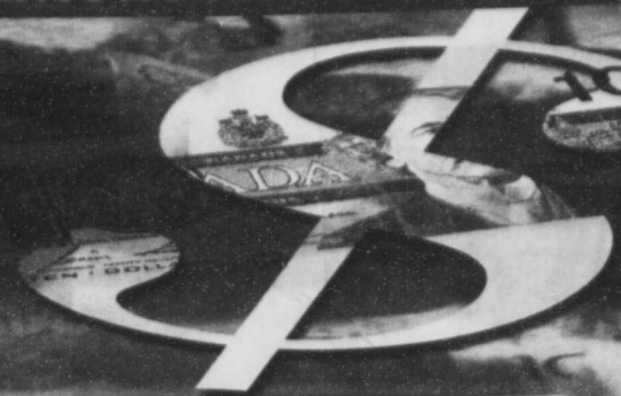
Selon le chef bloquiste Gilles Duceppe, M. Chrétien affiche du « mépris » pour le Parlement puisque le premier ministre a déjà pris position sur l'envoi de troupes alors que le Parlement ne s'est pas prononcé là-dessus.

Le chef bloquiste appuie en principe l'envoi de militaires sur le terrain au Kosovo, mais il refuse de s'y engager si la question n'est pas soumise aux voix aux Communes.

Quant aux néo-démocrates, ils ont accusé M. Chrétien de suivre aveuglément les décisions de l'OTAN au lieu d'exercer un leadership pour trouver une solution diplomatique à la crise.

Les réformistes appuient toujours l'intervention militaire de l'OTAN et l'envoi de troupes de combat. Mais un vote aux Communes est essentiel, a souligné M. Art Hanger.

ATTAQUE les prix



meq

799⁹⁹
Rég.: 899.99

Mobilier de chambre
6 morceaux
Plateforme en sus.

510 ressorts
garantie 10 ans



Matelas 54po 359⁹⁹ Rég.: 719⁹⁹
Matelas 60po 409⁹⁹ Rég.: 819⁹⁹
Matelas 78po 579⁹⁹ Rég.: 1159⁹⁹



50%
de rabais
Sur notre modèle
Discrétion

Matelas 39po

299⁹⁹
Rég.: 599.99

À l'achat de 4 sièges
NOUS PAYONS
LA TPS ET LA TVQ
sur les ensembles de salon
ELRAN et RELAXON



ran

679⁹⁹
Causense
stationnaire

**COMMENCEZ
À PAYER EN
SEPTEMBRE 1999***

www.tanguay.qc.ca

A M E U B L E M E N T S
T A N G U A Y

LIVRAISON ET SERVICE GRATUITS À LA GRANDEUR DE LA PROVINCE



**OUVERT
LE DIMANCHE**

LÉVIS
5720, boul. Étienne-Dallaire
(angle Kennedy)
1 800 563-4511 (418) 833-4511

BEAUPORT
535, boul. Sainte-Anne
1 800 563-4282 (418) 867-6282

LES SAULES
4875, boul. l'Ornière
1 800 563-4411 (418) 871-4411

TROIS-RIVIÈRES
2200, boul. des Récollets
1 800 465-2200 (819) 373-1111

POINTE-AU-PÈRE
822, boul. Sainte-Anne
Route 132, Comté de Rimouski
1 800 463-4411 (418) 725-4411

CHICOUTIMI
1990, boul. Talbot
1 800 363-4711 (418) 698-4411

RIVIÈRE-DU-LOUP
245, Hôtel-de-Ville
1 800 510-4711 (418) 867-4711

SAINT-GEORGES DE BEAUCÉ
8955, boul. Lacroix
1 877 295-4411 (418) 226-4411

* Sous réserve de l'approbation du service du crédit, ne payez que les taxes de vente. Cartes de crédit acceptées.